

# TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER



2023

Audience publique

tenue le vendredi 15 septembre 2023, à 15 heures,  
au Tribunal international du droit de la mer, Hambourg,  
sous la présidence de M. le juge Albert J. Hoffmann, Président

**DEMANDE D'AVIS CONSULTATIF SOUMISE PAR LA COMMISSION DES  
PETITS ÉTATS INSULAIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE  
DROIT INTERNATIONAL**

**(DEMANDE D'AVIS CONSULTATIF SOUMISE AU TRIBUNAL)**

---

**Compte rendu**

---

Non corrigé

<i>Présents :</i>	Albert J. Hoffmann	Président
	Tomas Heidar	Vice-Président
	José Luís Jesus	
	Stanislaw Pawlak	
	Shunji Yanai	
	James L. Kateka	
	Boualem Bouguetaia	
	Jin-Hyun Paik	
	David Joseph Attard	
	Markiyán Z. Kulyk	
	Alonso Gómez-Robledo	
	Óscar Cabello Sarubbi	
	Neeru Chadha	
	Kriangsak Kittichaisaree	
	Roman Kolodkin	
	Liesbeth Lijnzaad	
	María Teresa Infante Caffi	
	Jielong Duan	
	Kathy-Ann Brown	
	Ida Caracciolo	
	Maurice K. Kamga	juges
	Ximena Hinrichs Oyarce	Greffière

---

Liste des délégations :

## **ÉTATS PARTIES**

### **Nouvelle-Zélande**

Mme Victoria Hallum, secrétaire adjointe du groupe des affaires multilatérales et juridiques au Ministère des affaires étrangères et du commerce

Mme Megan Addis, première secrétaire à l'ambassade de la Nouvelle-Zélande en Belgique

Mme Charlotte Skerten, conseillère principale à la division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur

### **République de Corée**

M. Hwang Jun-shik, directeur général des affaires juridiques internationales au Ministère des affaires étrangères

M. Lee Jung-woo, directeur de la division du territoire et des océans au bureau des affaires juridiques internationales du Ministère des affaires étrangères

Mme Back Kyung Wha, première secrétaire à la division du territoire et des océans du Ministère des affaires étrangères

M. Oh Yuchan, premier secrétaire à la Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Kim Jin Heui, deuxième secrétaire à la division du territoire et des océans du Ministère des affaires étrangères

Mme Kang Keun Hwa, deuxième secrétaire à la division du territoire et des océans du Ministère des affaires étrangères

### **Chine**

M. Ma Xinmin, directeur général du département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères

Mme Huang Yingni, directrice adjointe de la division du droit de la mer et des questions polaires du département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères

Mme Ju Lei, troisième secrétaire de la division du droit de la mer et des questions polaires du département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères

M. Tang Yuhao, attaché à la division du droit de la mer et des questions polaires du département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères

M. Liu Jiecheng, deuxième secrétaire à l'ambassade de Chine en Allemagne

M. Zhang Xinjun, professeur à l'Université Tsinghua

M. Shi Yubing, professeur à l'Université Xiamen

M. Liu Heng, professeur associé à l'Académie chinoise des sciences sociales

Mme Zhou Chen, professeure associée à l'Université Xiamen

1 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Bonjour. Le Tribunal va poursuivre son  
2 audience dans la demande d'avis consultatif présenté par la Commission des petits  
3 États insulaires sur le changement climatique et le droit international.

4  
5 Cette après-midi, nous allons entendre des déclarations de la Nouvelle-Zélande, de  
6 la République de Corée et de la République populaire de Chine.

7  
8 Je donne maintenant à la représentante de la Nouvelle-Zélande, Mme Hallum, pour  
9 formuler sa déclaration. Madame, la parole est à vous.

10  
11 **Mme HALLUM** (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, distingués  
12 membres du Tribunal, c'est un privilège de comparaître devant vous dans cette  
13 procédure au nom d'Aotearoa Nouvelle-Zélande.

14  
15 Monsieur le Président, les questions qui vous sont soumises concernent le  
16 changement climatique, « la question déterminante de notre époque »<sup>1</sup>. La  
17 Commission des petits États insulaires, la COSIS, a saisi l'initiative et posé les  
18 questions de manière à permettre au Tribunal de préciser comment les obligations  
19 au regard de la partie XII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer  
20 s'appliquent aux impacts du changement climatique, et comment ces obligations  
21 s'accordent avec la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement  
22 climatique et l'Accord de Paris, ainsi qu'avec le droit international général.

23  
24 La COSIS s'est fiée au Tribunal pour qu'il rationalise et donne sens aux interactions  
25 entre ces règles, contribuant ainsi à la cohérence dans le droit de la mer et le droit  
26 international d'une manière plus générale, et nous l'en remercions.

27  
28 Ces questions sont d'une importance considérable pour toutes les Parties à la  
29 Convention. Effectivement, pour tous les membres de la communauté internationale,  
30 l'océan couvre 71 % de la surface de la Terre et le puits de carbone le plus vaste du  
31 monde, absorbant 90 % des GES. Toute tentative d'aborder la crise climatique doit  
32 considérer l'impact du changement climatique sur le milieu marin et océanique.

33  
34 Monsieur le Président, vous avez reçu une série d'exposés qui traitent des impacts  
35 catastrophiques du changement climatique sur le milieu marin dans le monde entier :  
36 élévation du niveau de la mer, perte de biodiversité, acidification des océans. Dans  
37 notre région, les Tokélaou, qui revêtent une importance particulière pour la Nouvelle-  
38 Zélande à cause de nos liens historiques et constitutionnels, et dont la population est  
39 néo-zélandaise, sont particulièrement touchées. Les Tokélaou se trouvent à mi-  
40 chemin entre Hawaï et la Nouvelle-Zélande et sont composées de trois petits atolls  
41 coralliens, généralement à moins de trois mètres au-dessus du niveau de la mer à  
42 marée haute.

43

---

<sup>1</sup> United Nations Secretary-General, António Guterres, 10 September 2019 available at <https://www.unmultimedia.org/avlibrary/asset/2231/2231575/> accessed 5 September 2023.

1 Le Forum des îles pacifiques<sup>2</sup>, dont la Nouvelle-Zélande est membre, a reconnu le  
2 changement climatique comme étant la plus grande menace à la subsistance, la  
3 sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique<sup>3</sup>. Il n'est pas surprenant par  
4 conséquent que quatre membres de la COSIS proviennent de notre région pacifique.  
5

6 Pour la Nouvelle-Zélande, l'appel à l'action pour aborder ces impacts n'est pas  
7 motivé tout simplement par l'expérience de nos voisins des îles du Pacifique au  
8 nord, mais également par celle du continent gelé au sud de nous-mêmes.  
9

10 Le climat de la Nouvelle-Zélande est fortement influencé par la chaleur et l'humidité  
11 transportées par l'océan, notamment l'océan Austral. Une étude récemment publiée  
12 analyse l'impact profond des émissions de GES sur les événements  
13 météorologiques de l'Antarctique, la glace de mer, l'océan, les plaques glaciaires,  
14 les glaciers et la biodiversité marine<sup>4</sup>. Il est quasiment certain que la poursuite de  
15 ces émissions aboutira à une diminution de la glace hivernale et à l'effondrement  
16 des plaques de glace<sup>5</sup>. Cela aura des conséquences mondiales considérables, ainsi  
17 que des conséquences pour la Nouvelle-Zélande. Comme l'a dit un éminent  
18 scientifique de chez nous, la Nouvelle-Zélande est dans la ligne de mire d'un  
19 système océan/atmosphère plus vigoureux, capable d'amener des épisodes de  
20 tempête et de pluie plus intenses, et à une fréquence croissante<sup>6</sup>. Non seulement  
21 cela cause des dommages, mais les mers autour de la Nouvelle-Zélande ont des  
22 impacts préjudiciables sur notre flore et notre faune marines<sup>7</sup>.  
23

24 Monsieur le Président, je voudrais formuler quelques observations sur la  
25 compétence et la recevabilité. La question de savoir si le Tribunal exerce une  
26 compétence consultative générale a déjà été abordée par le Tribunal. Dans la  
27 demande soumise par la Commission sous-régionale des pêches, le Tribunal avait  
28 conclu que l'article 21 de son Statut, avec un autre accord qui confère compétence  
29 au Tribunal, constitue la base juridique concrète concernant la compétence  
30 consultative du Tribunal<sup>8</sup>. L'article 138 du Règlement du Tribunal prévoit les  
31 conditions préalables pour que le Tribunal exerce sa compétence<sup>9</sup>. Comme les  
32 déclarations devant le Tribunal l'ont confirmé, la demande de la COSIS satisfait à  
33 toutes ces conditions préalables.  
34

---

<sup>2</sup> The Pacific Islands Forum is an intergovernmental organisation comprising 18 members: Australia, Cook Islands, Federated States of Micronesia, Fiji, French Polynesia, Kiribati, Nauru, New Caledonia, New Zealand, Niue, Palau, Papua New Guinea, Republic of Marshall Islands, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu and Vanuatu; as well as one associate member: Tokelau.

<sup>3</sup> *Boe Declaration on Regional Security Pacific Islands Forum* (2018).

<sup>4</sup> Siegert et al, 'Antarctic extreme events' *Frontiers in Environmental Science*, 8 August 2023, at <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fenvs.2023.1229283/full> accessed 5 September 2023.

<sup>5</sup> *Ibid*, at [11].

<sup>6</sup> Dr Natalie Robinson, Antarctic Oceanographer, NIWA at <https://www.sciencemediacentre.co.nz/2023/08/09/climate-change-is-taking-a-toll-on-every-aspect-of-antarctica-expert-reaction/>, accessed 5 September 2023.

<sup>7</sup> Cornwall et al, 'Predicting the impacts of climate change on New Zealand's seaweed-based ecosystems' *New Zealand Journal of Botany*, 17 May 2023, at <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0028825X.2023.2245786>, accessed 8 September 2023.

<sup>8</sup> *Request for an Advisory Opinion submitted by the Sub-Regional Fisheries Commission (SRFC) (Advisory*

*Opinion)* [2015] ITLOS Rep 4 [*SRFC Advisory Opinion*] at [58].

<sup>9</sup> *Ibid* at [59].

1 Néanmoins, même si les conditions préalables sont satisfaites, le Tribunal a le  
2 pouvoir discrétionnaire de donner ou non un avis consultatif<sup>10</sup>. Mais, conformément  
3 aux vues de la Cour internationale de Justice, le Tribunal a déterminé qu'en principe,  
4 il devrait ne pas refuser une demande, à moins que ce soit pour des « raisons  
5 décisives »<sup>11</sup>.

6  
7 Sur ce point, Monsieur le Président, je voudrais faire quatre observations brèves.  
8 Premièrement, il s'agit d'un avis qui est sollicité sur une question qui « intéresse tout  
9 particulièrement » la communauté internationale<sup>12</sup>. Comme les exposés au Tribunal  
10 l'ont souligné, la question de l'effet nocif du changement climatique sur le milieu  
11 marin est d'une importance fondamentale, non seulement pour la COSIS, mais aussi  
12 pour toutes les Parties à la Convention et, de fait, pour la communauté internationale  
13 dans son ensemble.

14  
15 En deuxième lieu, un avis consultatif sur la question posée dans la demande a un  
16 but clair, à savoir de fournir à la COSIS les éléments de droit qui seront nécessaires  
17 à l'organisation pour qu'elle remplisse ses fonctions<sup>13</sup>. Un avis du Tribunal serait  
18 utile également pour une série d'acteurs, aiderait les États à s'acquitter de leurs  
19 obligations en matière de droit de la mer au regard de la Convention, aiderait des  
20 organisations gouvernementales et non gouvernementales à remplir leur mandat  
21 ayant un lien avec la mise en œuvre de la Convention et ses accords de mise en  
22 œuvre, maintenant et à l'avenir, et fournirait une assistance à d'autres cours et  
23 tribunaux internationaux et nationaux sur l'interprétation et l'application de la  
24 Convention. En outre, comme nous l'avons entendu cette semaine du distingué  
25 Premier Ministre de Tuvalu, l'avis consultatif facilitera également la coopération  
26 internationale entre Parties à la Convention<sup>14</sup>.

27  
28 Troisièmement, il a été suggéré qu'une considération pertinente pour le Tribunal,  
29 c'est le faible nombre d'États qui ont créé une organisation internationale qui a le  
30 pouvoir de demander un avis consultatif mettant l'accent sur les obligations des  
31 États non-parties à l'instance<sup>15</sup>. Toutefois, selon la Nouvelle-Zélande, il ne semble  
32 pas pertinent de savoir si l'accord conférant la compétence compte 9 ou 90 Parties.  
33 Comme le Tribunal l'a précédemment dit, le consentement des États qui ne sont pas  
34 parties à l'organisation demanderesse n'est pas pertinent dans le cadre de

---

<sup>10</sup> Ibid at [71]. See also *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion*, [2004] ICJ Reports 156 [*Construction of a Wall Advisory Opinion*] at [44].

<sup>11</sup> *SRFC Advisory Opinion* at [71]. See also *Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against UNESCO*, [1956] ICJ Reports 86; *Construction of a Wall Advisory Opinion* at [44].

<sup>12</sup> See *Construction of a Wall Advisory Opinion* at [50].

<sup>13</sup> These functions include “assisting Small Island States to promote and contribute to the definition, implementation and progressive development of rules and principles of international law concerning climate change, in particular the protection and preservation of the marine environment”, see Agreement for the Establishment of the Commission for Small Island Developing States on Climate Change and International Law of 31 October 2021, Article 2(1).

<sup>14</sup> Commission of Small Island States on Climate Change and International Law, oral statement, 11 September 2023, available at: [https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Oral\\_proceedings/ITLOS\\_PV23\\_C31\\_1\\_Corr\\_1\\_E.pdf](https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Oral_proceedings/ITLOS_PV23_C31_1_Corr_1_E.pdf) at [14].

<sup>15</sup> United Kingdom Written Statement, 16 June 2023, para. 18; Guatemala Written Statement, 16 June 2023, para. 22.

1 procédures consultatives<sup>16</sup>.

2

3 Enfin, le Tribunal, bien sûr, va vouloir examiner l'opportunité de l'exercice de sa  
4 fonction judiciaire<sup>17</sup>, à savoir si, afin de rester fidèle à sa fonction judiciaire, le  
5 Tribunal devrait ne pas procéder à cause des circonstances de l'espèce. La  
6 Nouvelle-Zélande reconnaît qu'il se peut qu'il y ait des cas qui touchent à  
7 l'opportunité judiciaire de l'exercice des fonctions du Tribunal, ce qui pourrait être  
8 suffisamment préoccupant pour justifier de refuser une demande d'avis consultatif,  
9 mais évidemment, ce n'est pas le cas en l'espèce.

10

11 Par conséquent, selon la Nouvelle-Zélande, le Tribunal devrait exercer sa discrétion  
12 et donner un avis consultatif.

13

14 Monsieur le Président, j'en viens maintenant à quelques observations préliminaires :  
15 en premier lieu, sur comment le Tribunal devrait aborder l'interprétation de la loi  
16 applicable et, en deuxième lieu, sur des questions factuelles.

17

18 La Nouvelle-Zélande note que la Convention fournit un cadre juridique au sein  
19 duquel toutes les activités dans les océans et les mers doivent être menées<sup>18</sup>. On la  
20 considère non seulement comme la Constitution des océans, mais aussi comme un  
21 « traité évolutif » pouvant s'adapter à de nouvelles réalités<sup>19</sup>. Comme cela a été  
22 souligné dans les exposés écrits, il y a un certain nombre de garde-corps qui  
23 soutiennent cela. J'en évoque cinq brièvement.

24

25 En premier lieu, l'article 237 établit ce que l'on a décrit comme étant un « double  
26 rapport de compatibilité » entre la Convention et d'autres traités ayant trait à la  
27 protection et à la préservation du milieu marin<sup>20</sup>. L'article 237 précise que les  
28 dispositions dans la partie XII sont sans préjudice d'autres traités passés ou futurs et  
29 que ces autres traités doivent être appliqués d'une manière compatible avec la  
30 Convention<sup>21</sup>.

31

32 En deuxième lieu, un nombre d'obligations dans la partie XII adoptent une approche  
33 de règles de renvoi, c'est-à-dire que les règles et les normes contenues dans les  
34 instruments externes à la Convention doivent être prises en compte.

35

36 Troisièmement, l'article 31 3) c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités  
37 soutient une approche intégrée au droit international, comme elle exige que toute  
38 règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les Parties  
39 soit prise en considération dans l'interprétation de la Convention.

40

41 Quatrièmement, la CDI, dans son groupe d'étude sur la Fragmentation du droit  
42 international, a reconnu que, conformément au principe de l'harmonisation, lorsque

---

<sup>16</sup> *SRFC Advisory Opinion* at [76].

<sup>17</sup> *Construction of a Wall Advisory Opinion* at [45].

<sup>18</sup> *Virginia Commentary on the United Nations Convention on the Law of the Sea* (1982) Volume IV, at 36-37.

<sup>19</sup> Barnes, Richard and Barrett, Jill (2016) *Law of the Sea - UNCLOS as a Living Treaty*, (The British Institute of International and Comparative Law); *Virginia Commentary on the United Nations Convention on the Law of the Sea* (1982) Volume VII, at xviii-xix.

<sup>20</sup> Italy Written Statement, 15 June 2023, para. 13.

<sup>21</sup> *Ibid.*

1 plusieurs normes ont trait à une question unique, il convient, dans la mesure du  
2 possible, de les interpréter de manière à faire apparaître un ensemble unique  
3 d'obligations compatibles<sup>22</sup>.

4  
5 Enfin, cinquièmement et en dernier lieu, comme le Groupe d'étude de la  
6 fragmentation l'a mis en évidence, le principe d'intégration systémique nécessite que  
7 l'on prête attention aux règles de droit international coutumier et aux principes  
8 généraux du droit applicable dans les relations entre les Parties<sup>23</sup>.

9  
10 Tout cela démontre que la Convention continue d'être ouverte pour être éclairée par  
11 d'autres accords, règles et principes qui ont trait à des questions qui se chevauchent  
12 et pour les aborder de manière intégrée. Comme, le Portugal l'a dit dans son exposé  
13 écrit, l'ouverture et la flexibilité inhérentes de la Convention signifient que  
14 l'interprétation de ses dispositions ne doit jamais être entreprise de manière isolée<sup>24</sup>.

15  
16 En résumé, les obligations de la partie XII se rejoignent et s'imbriquent pour donner  
17 naissance à un système cohérent d'obligations pour les États Parties en vue de la  
18 protection et de la préservation du milieu marin. Pour faire une analogie, nous  
19 pouvons imaginer la Convention et sa partie XII comme un fleuve. Les obligations  
20 particulières de la partie XII sont alimentées par d'autres règles et normes  
21 internationales comme des affluents venant grossir le fleuve qui s'écoule vers la  
22 mer. Le fleuve et ses affluents reposent sur le lit du droit international coutumier et  
23 des principes généraux du droit, dont ils s'inspirent. Ensemble, ces obligations  
24 forment un tout cohérent et intégré.

25  
26 Selon la Nouvelle-Zélande, cela tend à montrer qu'il n'est pas utile de se concentrer  
27 sur la question de savoir dans quelle mesure les aspects du droit climatique sont  
28 une *lex specialis*. Comme l'a fait observer le Groupe d'étude de la fragmentation de  
29 la Commission du droit international, « il existe deux manières possibles pour le droit  
30 de tenir compte de la relation entre une règle particulière et une règle générale »<sup>25</sup>.  
31 Soit une règle plus spécifique peut être comprise comme précisant une règle plus  
32 générale<sup>26</sup>, soit la règle plus spécifique peut être considérée comme se substituant à  
33 une règle plus générale<sup>27</sup>. Aucun de ces deux cas de figure ne semble  
34 particulièrement pertinent en l'espèce. Dans cet avis consultatif, il n'est pas  
35 nécessaire de se prononcer sur la question de savoir si un ensemble de règles  
36 prime sur un autre. La Convention, d'une part, et les traités relatifs au changement  
37 climatique d'autre part, sont complémentaires et peuvent être appliqués de manière  
38 harmonieuse.

39

---

<sup>22</sup> *Conclusions of the Study Group on Fragmentation*, International Law Commission, Annual Report 2006, Chapter XI, p. 178 at [251(4)]. Conclusions des travaux du Groupe d'étude de La fragmentation du droit international, Rapport annuel 2006, chapitre XI, p. 186 à par. 251 4).

<sup>23</sup> International Law Commission, Annual Report 2005, Chapter XI, p. 87 at [470].

<sup>24</sup> Portugal Written Statement, 16 June 2023, at para. 19.

<sup>25</sup> [Report of the Study Group of the International Law Commission, finalized by Mr. Martti Koskenniemi \(un.org\)](#) at [88]. Rapport du Groupe d'étude sur la fragmentation du droit international: difficultés découlant de la diversification et de l'expansion du droit international, établi par M. Martti Koskenniemi

<sup>26</sup> *Ibid.*, at [98].

<sup>27</sup> *Ibid.*, at [103].



1 La Nouvelle-Zélande soutient donc que, bien que la question posée dans la  
2 demande puisse exiger du Tribunal qu'il examine l'interaction entre les régimes, le  
3 Tribunal devrait considérer ce paysage juridique comme constituant un tout cohérent  
4 et intégré plutôt que comme des régimes différents en conflit les uns avec les autres.  
5

6 Monsieur le Président, pour la Nouvelle-Zélande, la question relative aux faits est  
7 relativement simple. Dans la mesure où le Tribunal a besoin d'une base factuelle  
8 pour rendre son avis, par exemple, sur les effets nuisibles de l'accumulation  
9 d'émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique sur le milieu marin, les  
10 données scientifiques sont claires. La COSIS a fourni un dossier qui apporte un  
11 éclairage utile sur la question qu'elle a posée. Parmi ces documents se trouvent  
12 divers rapports récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du  
13 climat, l'organisme des Nations Unies chargé d'évaluer les données scientifiques  
14 relatives au changement climatique. La Nouvelle-Zélande n'a connaissance d'aucun  
15 document contestant la base factuelle de la demande. Les rapports du GIEC  
16 reflètent sans équivoque les meilleures données scientifiques disponibles sur les  
17 incidences du changement climatique. Ils fournissent des faits suffisants pour que le  
18 Tribunal puisse rendre son avis sur la question dont il est saisi.  
19

20 Monsieur le Président, en ce qui concerne la question spécifique posée dans la  
21 demande, je souhaite expliquer brièvement comment la Nouvelle-Zélande conçoit le  
22 lien qui existe entre les deux parties de cette question.  
23

24 Monsieur le Président, selon nous, les relations entre les obligations de la partie XII  
25 de la Convention peuvent être visualisées comme une série de cercles  
26 concentriques. L'article 192, qui est la première disposition de la partie XII, est  
27 l'obligation la plus large. Les autres obligations plus spécifiques de la partie XII  
28 s'inscrivent dans ce cercle, notamment l'obligation de l'article 194 de prévenir,  
29 réduire et maîtriser la pollution, l'un des dommages les plus évidents et les plus  
30 préoccupants pour le milieu marin. L'article 194 comporte à son tour d'autres  
31 obligations plus spécifiques, telles que les articles 207 et 212 qui traitent de la  
32 pollution provenant de sources particulières.  
33

34 Ces relations entre les obligations de la partie XII signifient qu'il n'est pas possible  
35 de traiter la partie a) de la question, qui reflète le libellé de l'article 194 de la  
36 Convention entièrement séparément de la partie b) de la question, qui reflète le  
37 libellé de l'article 192 de la Convention. L'examen par le Tribunal de la norme de  
38 comportement nécessaire pour que les États s'acquittent de leurs obligations au titre  
39 de l'article 194 sera, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, également pertinent pour la  
40 norme de comportement nécessaire pour satisfaire aux obligations énoncées à  
41 l'article 192. En outre, si le respect de l'article 194 est une condition préalable  
42 nécessaire au respect de l'article 192, le respect de l'article 194 ne constituerait pas  
43 à lui seul un respect de l'article 192.  
44

45 Monsieur le Président, je vais maintenant me concentrer sur la partie a) de la  
46 question. Celle-ci porte sur l'obligation des États Parties de prendre des mesures  
47 pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, comme l'exige  
48 particulièrement l'article 194 de la Convention.  
49

1 Une question déterminante pour l'application de l'article 194 est de savoir si les  
2 émissions anthropiques de gaz à effet de serre relèvent de la définition de la  
3 pollution du milieu marin, énoncée à l'article 1 1) 4) de la Convention. De  
4 nombreuses observations écrites, dont celle de la Nouvelle-Zélande, analysent cette  
5 question avec force détails, en s'appuyant notamment sur les récents rapports du  
6 GIEC<sup>28</sup>. Ces contributions identifient les effets nocifs qui résultent ou sont  
7 susceptibles de résulter de l'accumulation des émissions de gaz à effet de serre  
8 d'origine anthropique.

9

10 L'exposé écrit de la COSIS, en particulier, explique comment l'absorption de chaleur  
11 par l'océan et la glace de mer, et l'absorption de carbone par l'océan peuvent  
12 modifier la physique et la chimie du milieu marin, entraînant de graves dommages<sup>29</sup>.  
13 L'éventail des effets nuisibles qui en résultent va des dommages aux ressources  
14 biologiques et aux organismes marins, y compris la perte de biodiversité, aux  
15 risques pour la santé humaine, tel que les déplacements de population, en passant  
16 par des entraves aux activités marines, y compris la pêche et les autres utilisations  
17 légitimes de la mer, sans oublier l'altération de la qualité de l'eau de mer<sup>30</sup>.

18

19 Je note que le terme « milieu marin » n'est pas précisément défini dans la  
20 Convention. Mais le mémoire de la COSIS laisse entendre que le milieu marin  
21 devrait être interprété comme englobant l'ensemble de l'écosystème marin relevant  
22 de la juridiction nationale et au-delà de celle-ci, y compris l'océan, la cryosphère  
23 marine, les côtes, l'interface air-mer et les habitats et écosystèmes des organismes  
24 marins<sup>31</sup>. La Nouvelle-Zélande est favorable à cette interprétation qui est conforme  
25 au sens ordinaire du terme dans son contexte.

26

27 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, Monsieur le Président, les faits montrent que les  
28 émissions anthropiques de gaz à effet de serre constituent une introduction directe  
29 et indirecte par l'être humain de substances et d'énergie dans le milieu marin.  
30 L'accumulation mondiale de ces émissions entraîne et continuera probablement à  
31 entraîner les types d'effets nuisibles énoncés dans la définition de la pollution que  
32 l'on trouve dans la Convention. Tel est tout particulièrement le cas lorsque les  
33 émissions de gaz à effet de serre s'accumulent à l'échelle mondiale au niveau actuel  
34 et projeté.

35

36 Monsieur le Président, je souhaite souligner un autre point important. Ces effets  
37 nuisibles résultent de l'accumulation des émissions de gaz à effet de serre au plan  
38 mondial, provenant de sources multiples, et causées par de nombreux acteurs au fil  
39 du temps. Lors de l'évaluation des dommages causés par l'évolution des gaz à effet  
40 de serre, il est donc nécessaire et opportun de prendre en compte la concentration  
41 mondiale des émissions qui s'accumulent à partir de toutes les sources  
42 anthropiques.

---

<sup>28</sup> See, for example, Commission of Small Island States on Climate Change and International Law Written Statement, 16 June 2023, para. 126 – 169; African Union Written Statement, 16 June 2023, para. 152-242; Chile Written Statement, 16 June 2023.

<sup>29</sup> Commission of Small Island States on Climate Change and International Law Written Statement, 16 June 2023, para. 82 – 125.

<sup>30</sup> Commission of Small Island States on Climate Change and International Law Written Statement, 16 June 2023, para. 165, 167.

<sup>31</sup> Commission of Small Island States on Climate Change and International Law Written Statement, 16 June 2023, para. 132 – 142.

1  
2 La nature intrinsèquement globale et cumulative du problème signifie que les  
3 émissions provenant du territoire d'un seul État peuvent ne pas atteindre le seuil des  
4 « effets nuisibles » fixés dans la définition de la « pollution du milieu marin ». Les  
5 « effets nuisibles » réels, prévus par cette définition, résultent de l'accumulation des  
6 émissions provenant de toutes les sources au cours de l'histoire.

7  
8 Cette pollution étant le résultat de multiples facteurs s'accumulant au fil du temps, il  
9 s'ensuit que l'obligation de prévenir, de réduire et de maîtriser cette source de  
10 pollution est accomplie de la manière la plus efficace au moyen de la coopération.  
11 Le préambule de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements  
12 climatiques reconnaît que « le caractère planétaire des changements climatiques  
13 requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action  
14 internationale, efficace et appropriée »<sup>32</sup>.

15  
16 La nécessité éventuelle d'une réponse collective est également prévue par la  
17 Convention. Il s'agit notamment de l'article 194, qui indique précisément que les  
18 États Parties peuvent prendre « conjointement », selon qu'il convient, les mesures  
19 nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin.

20  
21 En outre, on retrouve ce fil conducteur de la coopération dans la section 2 de la  
22 partie XII intitulée « Coopération mondiale et régionale ». Cette section énonce un  
23 certain nombre d'obligations relatives à la coopération. Il s'agit notamment de  
24 l'obligation générale énoncée à l'article 197 de coopérer au plan mondial ou régional  
25 pour protéger et préserver le milieu marin<sup>33</sup>. Elle comprend également une série  
26 d'obligations plus spécifiques, telle que l'obligation visée à l'article 201 relative à la  
27 coopération en vue d'établir des critères scientifiques pour l'élaboration de règles.

28  
29 Non seulement l'obligation de coopérer se retrouve dans la Convention, mais elle est  
30 également un principe fondamental du droit international coutumier<sup>34</sup>. Le Tribunal a  
31 reconnu à plusieurs reprises, à commencer par l'affaire *Usine MOX*, que l'obligation  
32 de coopérer est fondamentale pour la prévention de la pollution du milieu marin, en  
33 vertu de la partie XII de la Convention et du droit international général<sup>35</sup>. Les  
34 juridictions internationales, y compris la Cour internationale de Justice, ont bien  
35 établi que c'est en se conformant à l'obligation de coopération, dans ses aspects  
36 tant substantiels que procéduraux, que les risques de dommages à l'environnement  
37 peuvent être gérés conjointement<sup>36</sup>. Ce devoir est de nature permanente<sup>37</sup> et la

---

<sup>32</sup> United Nations Framework Convention on Climate Change 1771 UNTS 107 (opened for signature 4 June 1992, entered into force 21 March 1994) [UNFCCC], preambular paragraph 6.

<sup>33</sup> See, in particular, Articles 200 and 201 of the Convention.

<sup>34</sup> *Responsibilities and Obligations of States Sponsoring Persons and Entities with respect to Activities in the Area*, Advisory Opinion, ITLOS Case No. 17, 1 February 2011 at [148].

<sup>35</sup> *The MOX Plant Case (Ireland v United Kingdom): Provisional Measures* [2001] ITLOS Rep 95 at [82]; *Case concerning Land Reclamation by Singapore in and around the Straits of Johor (Malaysia v Singapore)(Provisional Measures Order)* [2003] ITLOS Rep 10 at [92]; *SRFC Advisory Opinion*, at [140].

<sup>36</sup> *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, Judgment, (2010) ICJ Reports 49 (*Pulp Mills*) at [77]; *Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v Bolivia) (Judgment)* 1 December 2022 at [100].

<sup>37</sup> *The "Enrica Lexie" Incident (Italian Republic v Republic of India) (Award)* PCA 2015-28, 21 May 2020 at [723]; *Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v Bolivia) (Judgment)* ICJ 1 December 2022 at [129].

1 coopération imposée par ce devoir doit être significative<sup>38</sup>. Le devoir de coopération  
2 imprègne le droit international de l'environnement et la Convention doit être  
3 interprétée dans le contexte de cette obligation, ainsi qu'en tenant compte d'autres  
4 règles et principes pertinents du droit international coutumier, comme nous l'avons  
5 souligné dans notre exposé écrit<sup>39</sup>.

6  
7 Monsieur le Président, le respect de l'article 194 requiert également de se reporter à  
8 d'autres cadres, règles et principes. L'article 194 est étroitement lié aux obligations  
9 énoncées à la section 5 de la partie XII, relative aux règles internationales et à la  
10 législation nationale. Ces obligations exigent que les États coopèrent pour formuler  
11 des règles et des normes internationales, afin de lutter contre la pollution du milieu  
12 marin provenant de sources particulières<sup>40</sup>. Elles imposent également aux États de  
13 tenir compte de ces règles et normes internationales dans l'élaboration des mesures  
14 nationales<sup>41</sup>.

15  
16 Je décrirai trois de ces obligations visées à la section 5, dans le contexte de la  
17 demande soumise au Tribunal.

18  
19 L'article 211 impose aux États d'adopter des règles et normes internationales en  
20 matière de pollution par les navires, en agissant par l'intermédiaire de l'organisation  
21 internationale compétente », à savoir l'Organisation maritime internationale. Il  
22 convient de noter que, en juillet de cette année, le Comité de la protection du milieu  
23 marin de l'OMI a adopté une stratégie révisée concernant la réduction des émissions  
24 de gaz à effet de serre provenant des navires<sup>42</sup>.

25  
26 Les efforts internationaux vont maintenant se poursuivre pour élaborer des mesures  
27 visant à rendre opérationnelle cette stratégie. Selon la Nouvelle-Zélande, il s'agit là  
28 d'un exemple important qui illustre le processus par lequel une coopération  
29 internationale peut être mise en place pour établir des règles et normes visant à  
30 prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires,  
31 conformément à l'article 211 de la Convention.

32  
33 En outre, les articles 207 et 212 de la Convention traitent respectivement de la  
34 pollution d'origine tellurique et de la pollution atmosphérique ou transatmosphérique.  
35 Ils exigent des États Parties qu'ils adoptent des lois et règlements pour prévenir,  
36 réduire et maîtriser cette pollution, en tenant compte des règles et des normes, ainsi  
37 que des pratiques et procédures recommandées, internationalement convenues.  
38 Ces dispositions exigent également des États Parties qu'ils s'efforcent d'élaborer  
39 des règles mondiales pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin  
40 provenant des sources pertinentes par l'intermédiaire des organisations  
41 internationales compétentes et de conférences diplomatiques.

38 See Separate Opinion of Judge Sebutinde, *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)*, Judgment, (2014) ICJ Reports 226, at 435, [15].

39 See, for further context, New Zealand Written Statement, 15 June 2023, para. 51 – 59.

40 For example, Articles 207(4), 210(4), 211(1), 212(3) of the Convention.

41 For example, Article 207(1), 210(6), 211(2), 212(1) of the Convention.

42 2023 IMO Strategy on Reduction of GHG Emissions from Ships, Resolution MEPC.377(80), Annex 1, adopted 7 July 2023.

1 La CCNUCC et l'Accord de Paris sont d'une grande pertinence à cet égard. Ces  
2 traités se situent dans la ligne du cadre juridique multilatéral et des principes actuels  
3 applicables à la coopération internationale en matière de changement climatique. Ils  
4 visent à stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre afin  
5 d'éviter toute interférence anthropique dangereuse dans le système climatique<sup>43</sup>. À  
6 ce titre, la CCNUCC et l'Accord de Paris représentent des « règles  
7 internationalement convenues » dont les États Parties sont tenus de tenir compte  
8 lorsqu'ils adoptent des lois et règlements visant à prévenir, réduire et maîtriser la  
9 pollution du milieu marin causée par l'accumulation des émissions de gaz à effet de  
10 serre.

11  
12 La CCNUCC et l'Accord de Paris sont également des outils importants qui aideront à  
13 définir les « mesures nécessaires » et la norme de comportement exigées des États  
14 pour respecter ces obligations. Ma collègue vous donnera plus de détails sur ce que  
15 cela signifie concrètement.

16  
17 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Membres du Tribunal, je vous  
18 remercie pour votre attention et vous invite à donner la parole à ma consœur,  
19 Mme Charlotte Skerten, qui va répondre à la partie b) de la question.

20  
21 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Merci. Je donne à présent la parole à  
22 Mme Skerten pour son exposé oral. Vous avez la parole, Madame.

23  
24 **Mme SKERTEN** (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, Mesdames et  
25 Messieurs les membres du Tribunal, c'est un honneur pour moi de me présenter  
26 devant vous aujourd'hui à l'occasion de cette procédure, et de le faire au nom  
27 d'Aotearoa, de la Nouvelle-Zélande.

28  
29 À notre avis, la nécessité d'une coopération internationale et d'efforts collectifs est  
30 plus prononcée dans le contexte de l'article 192 de la Convention, étant donné qu'il  
31 s'agit d'une obligation générale de protéger et de préserver le milieu marin.

32  
33 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'article 192 de la Convention exige l'adoption  
34 d'une approche globale en matière de protection et de préservation du milieu marin.

35  
36 La Nouvelle-Zélande note que le tribunal arbitral dans *l'Arbitrage relatif à la mer de*  
37 *Chine méridionale* a interprété l'obligation générale énoncée à l'article 192 comme  
38 s'étendant « à la fois à la "protection" du milieu marin contre des dommages futurs et  
39 à la "préservation" au sens du maintien de l'amélioration de l'état actuel du milieu  
40 marin »<sup>44</sup>. Il semble opportun d'adopter le point de vue de ce tribunal selon lequel  
41 l'article 192 « entraîne l'obligation positive de prendre des mesures actives pour  
42 prévenir, réduire et maîtriser le milieu marin et, par voie de conséquence logique,  
43 l'obligation négative de ne pas dégrader le milieu marin. »<sup>45</sup>

44

---

<sup>43</sup> UNFCCC Art 2.

<sup>44</sup> *South China Sea Arbitration (Republic of the Philippines v the People's Republic of China (Award))* PCA 2013-19, 12 July 2016 [*South China Sea Arbitration (Award)*] at [941].

<sup>45</sup> *Ibid.*

1 En conséquence, outre les mesures de prévention, de réduction et de maîtrise de la  
2 pollution que ma consœur a déjà abordées, l'article 192 exige également que les  
3 États prennent des mesures actives pour protéger la biodiversité et l'intégrité des  
4 écosystèmes contre les dommages causés par l'accumulation d'émissions de gaz à  
5 effet de serre d'origine anthropique.

6  
7 Monsieur le Président, comme indiqué précédemment, l'article 197 de la Convention  
8 exprime l'obligation des États Parties de coopérer au niveau mondial à la formulation  
9 et à l'élaboration de règles, de normes et de pratiques et procédures recommandées  
10 au niveau international, conformément à la Convention pour la protection du milieu  
11 marin.

12  
13 Cette obligation est particulièrement pertinente dans le contexte de questions telles  
14 que le changement climatique, qui ne peuvent être traitées efficacement qu'au  
15 moyen d'une action collective. Dans le contexte de l'article 192, cette obligation  
16 requiert des États qu'ils coopèrent en permanence pour protéger et préserver le  
17 milieu marin des effets du changement climatique.

18  
19 La CCNUCC et l'Accord de Paris font apparaître les résultats de la coopération à ce  
20 jour entre États sur la mise en place d'un cadre juridique multilatéral visant à lutter  
21 contre le changement climatique. À ce titre, les obligations qui découlent de la  
22 CCNUCC et de l'Accord de Paris contribuent à définir la norme de comportement  
23 minimale pour les États Parties en vertu de l'article 192 de la Convention, tout  
24 comme elles le font en ce qui concerne l'article 194.

25  
26 Selon la Nouvelle-Zélande, Monsieur le Président, l'obligation des États Parties de  
27 coopérer pour la protection et la préservation du milieu marin comprend les six  
28 éléments spécifiques suivants tirés de la CCNUCC et de l'Accord de Paris.

29  
30 Premièrement, les États doivent s'efforcer activement de collaborer afin de réduire  
31 les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

32  
33 Deuxièmement, comme le suggère l'exposé écrit de Singapour, l'obligation des États  
34 de coopérer dans le contexte du changement climatique s'étend à la participation de  
35 bonne foi aux efforts internationaux d'élaboration de règles et d'établissement de  
36 normes comme dans le cadre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris<sup>46</sup>.

37  
38 Troisièmement, les États doivent adopter des contributions déterminées au niveau  
39 national ambitieuses, dans le respect de l'Accord de Paris. Ce troisième élément est  
40 lié à un certain nombre d'obligations plus précises prévues par l'Accord de Paris,  
41 notamment :

42  
43 Chaque Partie établit, communique et actualise les contributions déterminées au  
44 niveau national successives qu'elle compte réaliser<sup>47</sup> ;

45  
46 Chaque Partie communique une CDN tous les cinq ans<sup>48</sup>, qui représente une  
47 progression par rapport à la CDN antérieure et correspondra à son niveau d'ambition

---

<sup>46</sup> Singapore Written Statement, 16 June 2023, para 41.

<sup>47</sup> Paris Agreement, Article 4(2).

<sup>48</sup> Paris Agreement, Article 4(9).

1 le plus élevé possible<sup>49</sup> ;

2

3 Ensuite, les Parties rendent compte de leur contribution déterminée au niveau  
4 national d'une manière qui favorise, entre autres, la transparence, l'exhaustivité et  
5 l'intégrité intergouvernementale<sup>50</sup> ;

6

7 En outre, ces obligations et engagements doivent être exécutés en vue de réaliser  
8 l'objectif de l'Accord de Paris<sup>51</sup>, à savoir « renforcer la riposte mondiale à la menace  
9 des changements climatiques notamment en poursuivant l'action menée pour limiter  
10 l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport au niveau préindustriel »<sup>52</sup>.

11

12 Pour en revenir à ma liste de six éléments, mon quatrième point est que les États  
13 doivent prendre des mesures pour atténuer les émissions par l'intermédiaire de leur  
14 CDN et devraient coopérer pour améliorer l'adaptation aux impacts du changement  
15 climatique compte tenu de leurs capacités respectives et eu égard à leur situation  
16 nationale<sup>53</sup>. Les mesures d'adaptation peuvent comprendre le renforcement de la  
17 résilience des écosystèmes marins afin d'améliorer la capacité de l'océan de servir  
18 de puits de carbone<sup>54</sup>.

19

20 Cinquièmement, les États doivent prendre des mesures pour fournir des ressources  
21 financières afin d'aider les pays en développement Parties en matière d'atténuation  
22 et d'adaptation, comme le prévoit l'article 9 de l'Accord de Paris<sup>55</sup>.

23

24 Enfin, sixième et dernier point, le renforcement des capacités dans le cadre de  
25 l'Accord de Paris devrait améliorer la capacité et l'aptitude des pays en  
26 développement Parties à prendre des mesures efficaces contre le changement  
27 climatique, y compris, en particulier, les pays les moins avancés et ceux qui sont  
28 vulnérables aux effets néfastes du changement climatique, comme les petits États  
29 insulaires en développement<sup>56</sup>. Cela est mentionné dans l'article 11 de l'Accord de  
30 Paris et comprend spécifiquement, entre autres mesures, le renforcement des  
31 capacités pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation ainsi que  
32 la facilitation des technologies et l'accès au financement climatique.

33

34 Monsieur le Président, il est important de noter que les obligations découlant de la  
35 CCNUCC et de l'Accord de Paris sont l'expression de l'architecture en matière de  
36 changement climatique à l'heure actuelle. La coopération sur ces questions est de  
37 par sa nature continue. Elle se poursuit, y compris au sein de la Conférence des  
38 Parties et de ses organes subsidiaires. Les obligations des États dans le domaine  
39 des changements climatiques sont susceptibles de continuer à évoluer, et pourraient  
40 se préciser et devenir plus ambitieuses à l'avenir. Selon la Nouvelle-Zélande, le  
41 devoir de coopération nécessite des États qu'ils participent de façon concrète aux  
42 efforts de collaboration à l'échelle internationale pour trouver des réponses au

---

<sup>49</sup> Paris Agreement, Article 4(3).

<sup>50</sup> Paris Agreement, Article 4(13).

<sup>51</sup> Paris Agreement, Article 3.

<sup>52</sup> Paris Agreement, Article 2(1)(a).

<sup>53</sup> Paris Agreement, Article 2(1)(b) and Article 7.

<sup>54</sup> See COSIS Written Submission, 16 June 2023 at [421].

<sup>55</sup> Paris Agreement, Article 9(1).

<sup>56</sup> Paris Agreement, Article 11(1).

1 changement climatique, cela de façon continue, et qu'ils le fassent de bonne foi.

2

3 Monsieur le Président, la conformité avec la CCNUCC et l'Accord de Paris et la  
4 coopération continue dans ce contexte constituent, certes, un aspect essentiel de  
5 l'obligation des États Parties, obligation de protéger et de préserver le milieu marin  
6 conformément à l'article 192, mais elle ne suffit pas pour autant à s'acquitter de cette  
7 obligation.

8

9 L'article 192, tout comme l'article 194 de la Convention, reflète l'obligation des États  
10 en vertu du droit coutumier international d'agir avec la diligence requise<sup>57</sup>. Le  
11 Tribunal a auparavant décrit des obligations de diligence requise de ce type comme  
12 étant une obligation « de mettre en place les moyens appropriés, de s'efforcer dans  
13 la mesure du possible et de faire le maximum »<sup>58</sup>. Dans le contexte de l'article 192,  
14 la Nouvelle-Zélande considère que l'obligation d'agir avec la diligence requise  
15 nécessite d'agir en prenant des mesures appropriées comme des politiques, des  
16 textes législatifs et des contrôles administratifs, afin de protéger et de préserver le  
17 milieu marin<sup>59</sup>. Comme il est dit dans l'exposé écrit de la République de Corée, le  
18 concept de diligence requise doit être compris à la lumière du développement  
19 continu du droit international et des circonstances pertinentes que visent les règles  
20 de droit international<sup>60</sup>.

21

22 Dans ce contexte, les États Parties peuvent être amenés à adopter des mesures  
23 supplémentaires qui vont au-delà de ce que prévoient la CCNUCC et l'Accord de  
24 Paris pour répondre à l'accumulation des émissions de gaz à effet de serre et afin de  
25 protéger et de préserver le milieu marin.

26

27 Pour ne citer qu'un exemple, la biodiversité revêt une importance absolument  
28 essentielle pour le milieu marin et doit être protégée et préservée, conformément à  
29 l'article 192 de la Convention.

30

31 Comme résumé dans l'exposé écrit soumis par les États fédérés de Micronésie, la  
32 Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique a lancé des  
33 travaux importants sur les émissions anthropiques de gaz à effet de serre,  
34 notamment pour atténuer les effets des changements climatiques et de l'acidification  
35 des océans sur la diversité biologique<sup>61</sup>.

36

37 De même, l'adoption récente de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations  
38 Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la  
39 diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, ou  
40 « Accord BBNJ », est un exemple important de la coopération entre les États sur  
41 l'élaboration de règles internationales pour la protection et la préservation du milieu  
42 marin, conformément à l'article 197 de la Convention.

---

<sup>57</sup> Report of the International Law Commission on the work of its fifty-second session, ILC Report (2000) GAOR A/55/10 (available at: [https://legal.un.org/ilc/documentation/english/reports/a\\_55\\_10.pdf](https://legal.un.org/ilc/documentation/english/reports/a_55_10.pdf) accessed 4 May 2023), at [718].

<sup>58</sup> *SRFC Advisory Opinion* at [129]; *Activities in the Area (Advisory Opinion)*, above n 36, at [110].

<sup>59</sup> Patricia Birnie, Alan Boyle and Catherine Redgwell, *International Law & The Environment* (3<sup>rd</sup> ed, Oxford University Press, Oxford, 2009) at 147.

<sup>60</sup> Republic of Korea Written Statement, 16 June 2023, para 10.

<sup>61</sup> Micronesia Written Statement, 16 June 2023, para 47.



1  
2 Les négociations qui ont débouché sur l'Accord BBNJ ont vu le jour suite à la  
3 reconnaissance par les États que des règles internationales pour les zones ne  
4 relevant pas de la juridiction nationale devaient être élaborées. Les États ont  
5 l'obligation, en vertu de l'article 192 de la Convention, de protéger et préserver le  
6 milieu marin des zones ne relevant pas de la juridiction nationale contre les  
7 incidences des changements climatiques et un devoir de coopération à cette fin. En  
8 devenant Parties à l'Accord BBNJ et en participant aux mécanismes de coopération  
9 établis aux termes de l'Accord, les États seront dans la meilleure position possible  
10 pour s'acquitter de leur obligation de protéger et préserver le milieu marin dans les  
11 zones au-delà de la juridiction nationale.

12  
13 Monsieur le Président, la Nouvelle-Zélande convient avec d'autres participants qu'il y  
14 a plusieurs autres règles du droit coutumier international et principes du droit  
15 international qui sont pertinents et de nature à aider les États à adopter des  
16 mesures, outre le devoir de coopérer et la diligence requise. Je vais évoquer trois  
17 exemples pertinents.

18  
19 Premièrement, je citerai les articles 192 et 194, qui font appel aux principes qui  
20 relèvent du droit coutumier international de la prévention en ce qu'ils exigent des  
21 États de veiller à ce que les activités relevant de leur juridiction et de leur contrôle  
22 respectent l'environnement au-delà de leur zone géographique<sup>62</sup>. Des actions visant  
23 à prévenir un dommage avant que celui-ci ne se produise sont un moyen qui permet  
24 de protéger et de préserver le milieu marin.

25  
26 Deuxièmement, le recours aux meilleures connaissances scientifiques disponibles  
27 est aussi important pour la norme de comportement minimale, conformément à  
28 l'article 192<sup>63</sup>. Comme le Royaume-Uni l'a expliqué, les meilleures connaissances  
29 scientifiques font partie du contexte dans lequel les décisions des États sont prises,  
30 y compris sur le partage d'information, la concertation sur les mesures préventives  
31 nécessaires et sur l'assistance spécifique qui doit être fournie aux États en  
32 développement<sup>64</sup>. Comme mon collègue l'a indiqué, le Tribunal dispose des  
33 meilleures connaissances scientifiques.

34  
35 Troisièmement, enfin, l'approche de précaution est pertinente en ce qui concerne  
36 l'interprétation et l'application d'un traité qui se rapporte à une préoccupation  
37 commune, comme le milieu marin<sup>65</sup>. Cela impose aux États d'agir avec « prudence  
38 et précaution »<sup>66</sup>, afin d'« éviter la dégradation du milieu marin »<sup>67</sup>. Lorsque

---

<sup>62</sup> The International Court of Justice (ICJ) has affirmed on multiple occasions that “The existence of the general obligation of states to ensure that activities within their jurisdiction and control respect the environment of other states or of areas beyond national control is now part of the *corpus* of international law relating to the environment.” See *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons (Advisory Opinion)* [1996] ICJ Rep 3, at [29]. This has also been confirmed in *Gahéikovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia) (Judgment)* [1997] ICJ Rep 7, at [53] and *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v Uruguay) (Judgment)* [2010] ICJ Rep 14 [*Pulp Mills*] at [101].

<sup>63</sup> See United Kingdom Written Statement, 16 June 2023, para. 89(c).

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> See *Pulp Mills* at [164].

<sup>66</sup> See *Southern Bluefin Tuna Cases (PMO)* at [77].

<sup>67</sup> *Agenda 21: Programme of Action for Sustainable Development* UN GAOR 46th Sess, Agenda Item 21, A/Conf 151/26 (1992) [Agenda 21] ch 17, at [21].

1 l'interaction entre les activités des États et le milieu marin n'est pas pleinement  
2 comprise, l'approche de précaution est tout particulièrement applicable en ce qui  
3 concerne la planification et la gestion de ces activités. Nous reconnaissons  
4 cependant que cela est moins applicable étant donné le niveau de certitude qui  
5 caractérise les éléments scientifiques probants.

6  
7 Monsieur le Président, en conclusion, la présente affaire donne au Tribunal, en sa  
8 qualité de gardien de la Convention, une occasion importante de préciser les  
9 obligations qui incombent aux États en vertu du droit de la mer dans le contexte des  
10 changements climatiques, la question de notre époque. Le Tribunal, en tant que cour  
11 permanente et spécialisée dans le droit de la mer, a un rôle qui fait autorité pour ce  
12 qui est de préciser les obligations et les ambiguïtés textuelles de la Convention. Le  
13 recours au Tribunal, y compris par l'intermédiaire d'une procédure consultative,  
14 permettrait de déboucher sur une stabilité, une sécurité, une certitude et une  
15 prévisibilité accrues dans le domaine du droit de la mer.

16  
17 Selon la Nouvelle-Zélande, il est clair que l'accumulation mondiale des émissions de  
18 gaz à effet de serre d'origine anthropique constitue une pollution du milieu marin,  
19 telle que définie par la Convention. En conséquence, les États Parties sont tenus  
20 d'adopter des mesures pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution. Les  
21 exigences globales de l'article 192 sont également applicables.

22  
23 Nous estimons que, tout comme la nature du problème est par définition mondiale,  
24 les solutions, pour être efficaces, doivent être mondiales également. La nécessité  
25 d'une action collective pour régler certains problèmes a été reconnue par ceux qui  
26 ont négocié la Convention, ce qui est conforté par le devoir de coopérer qui découle  
27 du droit coutumier international. La protection et la préservation du milieu marin  
28 nécessitent des mesures actives de collaboration afin de protéger la biodiversité et  
29 les écosystèmes marins, y compris contre les effets cumulés des changements  
30 climatiques et de l'acidification des océans.

31  
32 Selon la Nouvelle-Zélande, la coopération entre les États par l'intermédiaire de la  
33 Conférence des Parties de la CCNUCC et d'autres cadres constitue la façon la plus  
34 efficace de nous acquitter de notre responsabilité collective de protéger le milieu  
35 marin, étant donné la nature cumulée et globale du problème que posent les  
36 changements climatiques. Les règles et les normes, les bonnes pratiques  
37 internationales et les procédures qui existent aujourd'hui sont importantes, car elles  
38 nous aident à définir la règle de conduite minimale que les Parties doivent respecter  
39 pour s'acquitter des obligations qui sont les leurs en vertu de la Convention.

40  
41 Mais il convient également de reconnaître que ce qui existe aujourd'hui, ce n'est pas  
42 le fin mot de l'histoire. Le devoir de coopération, ainsi que le montre la Convention,  
43 nécessite des États qu'ils poursuivent leur collaboration de bonne foi et de façon  
44 concrète, pour protéger le milieu marin.

45

1 Monsieur le Président, permettez-moi de conclure en rappelant ce qui a été dit par le  
2 Ministre de la justice du Vanuatu. Il a dit : « La sagesse des anciens nous enseigne  
3 que “si nous respectons la Terre, la Terre nous respectera” »<sup>68</sup>. Cela nous rappelle  
4 un proverbe maori : « Toitū te whenua, Toitū te moana, Toiora te tangata ». Cela  
5 veut dire tout simplement : si la Terre se porte bien et la mer se porte bien, les  
6 peuples vont prospérer. Ce proverbe nous paraît tout particulièrement approprié  
7 dans le contexte de la demande dont le Tribunal est saisi aujourd’hui, car la question  
8 qui est posée porte sur le rapport qui existe entre les êtres humains et le milieu  
9 marin, et les obligations des États au titre de la Convention de protéger et préserver  
10 celui-ci.

11  
12 Monsieur le Président, éminents membres du Tribunal, j’en ai terminé avec les  
13 observations de la Nouvelle-Zélande. Je vous remercie de votre aimable attention.  
14

15 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l’anglais*) : Je vous remercie, Madame Skerten.  
16 Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée,  
17 M. Hwang Jun-shik. Vous avez la parole.  
18

19 **M. HWANG** (*interprétation de l’anglais*) : Monsieur le Président, Mesdames et  
20 Messieurs les membres du Tribunal, c’est un honneur pour moi de paraître devant  
21 vous aujourd’hui au nom de la République de Corée pour parler de la demande  
22 d’avis consultatif soumise au Tribunal par la Commission des petits États insulaires  
23 sur le changement climatique et le droit international.  
24

25 Dans notre déclaration écrite, nous avons exprimé notre appréciation pour la  
26 demande de la Commission et nous avons exprimé l’espoir que le Tribunal pourra  
27 contribuer aux efforts de la communauté internationale pour répondre au grave défi  
28 du changement climatique et de ses effets nocifs sur le milieu marin. Comme nous  
29 l’avons indiqué, notre but ici, dans cette présente procédure, est d’assister le  
30 Tribunal à examiner la question qui lui est présentée en présentant quelques-uns  
31 des éléments principaux qui devraient être abordés.  
32

33 Aujourd’hui, je vais développer certains points de vue présentés dans notre  
34 déclaration écrite et vous faire part de nos réflexions sur certaines questions  
35 additionnelles. Mes remarques seront organisées de la manière suivante. Je vais  
36 d’abord évoquer la compétence et la recevabilité, ainsi que le droit applicable,  
37 ensuite quelques observations générales sur le rapport entre la Convention  
38 onusienne sur le droit de la mer – la « Convention » –, et le changement climatique.  
39 Ensuite, je soulignerai certaines obligations spécifiques au regard de la Convention  
40 eu égard au changement climatique, avant de conclure par un commentaire sur le  
41 rôle du Tribunal lorsqu’il s’agit d’aborder le changement climatique dans le cadre de  
42 son mandat. Donc, tout ceci est en supplément à la position exprimée dans notre  
43 déclaration écrite.  
44

---

<sup>68</sup> Commission of Small Island States on Climate Change and International Law, oral statement, 11 September 2023, available at: [https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Oral\\_proceedings/ITLOS\\_PV23\\_C31\\_1\\_Corr\\_1\\_E.pdf](https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/31/Oral_proceedings/ITLOS_PV23_C31_1_Corr_1_E.pdf) at [18].

1 Monsieur le Président, j'aborde d'abord la compétence et la recevabilité. La  
2 République de Corée partage l'opinion selon laquelle la compétence consultative  
3 peut contribuer à l'expansion légitime des activités judiciaires du Tribunal. Mais, en  
4 même temps, il est important que le Tribunal précise la base juridique de sa  
5 compétence dans chaque procédure consultative, y compris la présente.

6  
7 Comme plusieurs États Parties l'ont rappelé, il n'y a pas de condition expresse dans  
8 la Convention pour la compétence du Tribunal plénier. Le Tribunal avait basé sa  
9 compétence consultative sur l'article 21 du Statut dans son avis de 2015<sup>69</sup>. Le  
10 Tribunal avait précisé également que l'article 21 et tout « autre accord conférant  
11 compétence au Tribunal » sont liés entre eux et constituent la base concrète  
12 juridique de la compétence consultative du Tribunal<sup>70</sup>.

13  
14 La République de Corée est d'accord avec l'avis consultatif de 2015 à cet égard et,  
15 en outre, considère que, en la présente espèce, les conditions préalables spécifiées  
16 à l'article 138 du Règlement du Tribunal sont satisfaites. Partant, la République de  
17 Corée considère que le Tribunal a compétence pour connaître de la demande qui a  
18 été présentée par la Commission. Nous ne pensons pas qu'il y ait de motif impérieux  
19 pour que le Tribunal décline d'exercer sa compétence.

20  
21 Monsieur le Président, la République de Corée, néanmoins, partage le point de vue  
22 en vertu duquel la présente affaire offre au Tribunal l'opportunité de préciser  
23 davantage les circonstances dans lesquelles il conviendrait pour le Tribunal de  
24 répondre à une demande d'avis consultatif en vertu de l'article 21 de son Statut.  
25 Nous espérons que le Tribunal va saisir cette opportunité et fournir des orientations  
26 précieuses pour l'avenir en s'arrêtant sur cette question.

27  
28 J'en viens maintenant au droit applicable. Je note que le Tribunal a déjà eu  
29 l'occasion de reconnaître que, en exerçant sa compétence consultative, il  
30 « contribu[e] à la mise en œuvre du régime établi par la Convention<sup>71</sup>. Les termes  
31 employés dans l'Accord pour l'établissement de la Commission<sup>72</sup>, et également les  
32 questions posées au Tribunal par la Commission, suggèrent pareillement que la  
33 présente espèce concerne des obligations spécifiques au regard de la Convention,  
34 notamment de sa partie XII.

35  
36 Ceci ne signifie pas que le Tribunal n'est pas en mesure de se référer ou de prendre  
37 en considération d'autres règles de droit international qui ne seraient pas  
38 incompatibles avec la Convention, y compris celles que l'on retrouve dans des  
39 accords conclus en application des principes généraux établis dans la Convention.  
40 Dans notre déclaration écrite, nous avons appelé l'attention sur les articles 237  
41 et 311 de la Convention, qui peuvent bien entrer en jeu lorsqu'il s'agit d'évaluer la  
42 portée d'obligations pertinentes au regard de la Convention, qui ont trait au  
43 changement climatique.

44

---

<sup>69</sup> *Request for Advisory Opinion submitted by the Sub-Regional Fisheries Commission, Advisory Opinion, 2 April 2015, ITLOS Reports 2015, p. 20, para. 52.*

<sup>70</sup> *Id.*, at p. 22, para. 58.

<sup>71</sup> *Id.*, at p. 26, para. 77 (citing also *Responsibilities and obligations of States with respect to activities in the Area, Advisory Opinion, 1 February 2011, ITLOS Reports 2011, p. 24, para. 30*).

<sup>72</sup> See article 2(2).

1 Comme certains États Parties l'ont dit à juste titre, toutefois, le Tribunal ne devrait  
2 pas chercher à déterminer des obligations qui ne relèvent pas du champ  
3 d'application de la Convention ou déduire de la Convention l'existence d'obligations  
4 qui ne sont pas proprement ancrées dans celle-ci.

5  
6 Monsieur le Président, permettez-moi maintenant de faire quelques remarques  
7 générales sur le rapport entre la Convention et le changement climatique.

8  
9 La Convention ne mentionne pas expressément le changement climatique. Cela  
10 n'est guère surprenant, étant donné que le premier traité à aborder le changement  
11 climatique, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, a  
12 été adopté une décennie après que la Convention a été conclue. Toutefois, nous  
13 sommes d'accord avec la Commission et avec d'autres États Parties que la  
14 Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est très pertinente par rapport  
15 au changement climatique. Ceci est aisément justifié par le fait scientifiquement  
16 prouvé que le changement climatique a un impact important et étendu sur le milieu  
17 marin, causant entre autres le réchauffement de l'océan, l'acidification de l'océan et  
18 l'élévation du niveau de la mer. Il est important par conséquent de reconnaître et de  
19 donner effet à la façon dont le droit de la mer, tel qu'établi dans la Convention, a trait  
20 à la question du changement climatique.

21  
22 Avant tout, nous partageons le point de vue selon lequel la définition de la « pollution  
23 du milieu marin », à l'article 1 1) 4) de la Convention doit être interprétée comme  
24 englobant les effets nuisibles résultant des émissions de gaz à effet de serre  
25 d'origine anthropique. La définition de l'article 1 1) 4) ne précise pas les sources des  
26 effets nuisibles, et l'expression « introduction directe ou indirecte, par l'homme, de  
27 substances ou d'énergie » n'a peut-être pas été adoptée, au moment de la  
28 rédaction, en référence à l'absorption par les océans des gaz à effet de serre émis  
29 dans l'atmosphère. Mais les émissions anthropiques de gaz à effet de serre  
30 introduisent au moins indirectement une substance, le carbone, et une énergie, la  
31 chaleur, dans le milieu marin.

32  
33 Rien ne s'oppose, par ailleurs, à une interprétation englobant ces sources de  
34 pollution marine, que ce soit dans le texte de la convention ou des travaux  
35 préparatoires, voire dans tout autre élément des règles d'interprétation des traités  
36 visées dans la Convention de Vienne sur le droit des traités. En effet, une  
37 interprétation selon laquelle les émissions anthropiques de gaz à effet de serre  
38 relèverait de la définition de la « pollution du milieu marin » garantirait une  
39 application de la Convention qui serait efficace au regard de son objet et de son but.  
40 On peut mentionner à cet égard l'importance de la Convention en tant que – et je  
41 cite ici le préambule – « contribution importante au maintien de la paix, à la justice et  
42 au progrès pour tous les peuples du monde ». Un autre objectif déclaré est la  
43 conservation des ressources biologiques des mers et des océans<sup>73</sup>.

44  
45 En tant qu'accord-cadre, la Convention peut tout à fait tenir compte des  
46 développements en matière du droit de la mer. Elle permet et appelle même au  
47 développement du droit par le biais d'autres accords internationaux. Ces accords,  
48 dont la CCNUCC et l'Accord de Paris forment une partie très importante et

---

<sup>73</sup> Preamble, paras. 2, 4.

1 bienvenue, constituent la *lex specialis* et la *lex posterior* pour les Parties concernées.  
2 Je ne dis pas cela pour soutenir que tel accord prévaut sur tel autre, mais pour  
3 souligner qu'ils ont un rôle important à jouer dans l'interprétation des obligations  
4 énoncées dans la Convention.

5  
6 La partie XII de la Convention, qui est consacrée à la protection et à la préservation  
7 du milieu marin, contient plusieurs dispositions énonçant des obligations générales  
8 qui sont pertinentes dans le cas d'espèce. Les articles 192 et 194 de la Convention  
9 en sont les principales. Ces deux dispositions se trouvent dans la section 1 de la  
10 partie XII, qui est intitulée « Dispositions générales ». Les deux questions contenues  
11 dans la demande d'avis consultatif formulée par la Commission suivent de très près  
12 le libellé de ces dispositions.

13  
14 L'article 192 énonce, comme son titre l'indique, une « [o]bligation d'ordre général »  
15 de protéger et de préserver le milieu marin. Compte tenu du large éventail d'effets  
16 nuisibles du changement climatique sur le milieu marin, cette disposition peut être  
17 comprise comme formulant une obligation d'ordre général de protéger et de  
18 préserver le milieu marin des effets nuisibles qui résultent ou sont susceptibles de  
19 résulter du changement climatique. Elle implique une obligation positive de protéger  
20 le milieu marin contre des dommages futurs et de le préserver en maintenant ou en  
21 améliorant son état. Elle implique également une obligation négative de ne pas  
22 détériorer le milieu marin<sup>74</sup>.

23  
24 L'article 194 de la Convention prévoit, au paragraphe 1, que les États Parties  
25 « prennent, séparément ou conjointement selon qu'il convient, toutes les mesures  
26 compatibles avec la Convention qui sont nécessaires pour prévenir, réduire et  
27 maîtriser la pollution du milieu marin, quelle qu'en soit la source ». Le paragraphe 3  
28 de l'article fait référence à « toutes les sources de pollution ». Étant donné que la  
29 pollution du milieu marin englobe les effets nuisibles des émissions anthropiques de  
30 gaz à effet de serre, on peut en conclure que l'article 194 impose aux États Parties  
31 l'obligation de prendre des mesures pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du  
32 milieu marin due aux effets du changement climatique.

33  
34 Il convient de souligner que les articles 192 et 194 donnent lieu à une obligation de  
35 diligence requise. Comme l'ont précisé le Tribunal et la jurisprudence de la Cour  
36 internationale de justice et des tribunaux arbitraux, il s'agit d'une obligation de  
37 comportement consistant à s'efforcer dans la mesure du possible et à prendre des  
38 mesures appropriées, et non d'une obligation de résultat. Comme nous l'avons  
39 expliqué dans notre exposé écrit en renvoyant à la jurisprudence, cette obligation de  
40 diligence requise impose à l'État qu'il mette en œuvre tous les moyens à sa  
41 disposition, afin d'éviter que les activités qui se déroulent sur son territoire ou dans  
42 toute zone relevant de sa juridiction ne causent de dommages significatifs à  
43 l'environnement. Elle exige, comme l'a précisé la CIJ et comme l'a confirmé le  
44 Tribunal, « non seulement d'adopter les normes et mesures appropriées, mais  
45 encore d'exercer un certain degré de vigilance dans leur mise en œuvre »<sup>75</sup>.

---

<sup>74</sup> See also the *South China Sea Arbitration*, PCA Case N° 2013-19, Award of 12 July 2016, para. 941.

<sup>75</sup> *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, Judgment, I.C.J. Reports 2010, p. 79, para. 197; *Request for Advisory Opinion submitted by the Sub-Regional Fisheries Commission*, supra note 1, at p. 41, para. 131.



1  
2 Tout bien considéré, on peut dire que les articles 192 et 194 prévoient des  
3 obligations générales de diligence requise consistant à s'efforcer dans la mesure du  
4 possible de protéger et préserver le milieu marin, notamment en prenant toutes les  
5 mesures nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin  
6 causée par le changement climatique. Dans le contexte qui nous préoccupe, les  
7 mesures essentielles seraient celles visant à réduire les émissions de gaz à effet de  
8 serre. À cet égard, on trouve dans le régime des Nations Unies sur le changement  
9 climatique, notamment dans l'Accord de Paris, qui est un instrument essentiel dans  
10 la lutte contre la crise climatique, une norme fondamentale pour l'évaluation de  
11 l'obligation de diligence requise.

12  
13 Il est difficile d'affirmer que les articles 192 et 194 de la Convention créent à eux  
14 seuls une obligation juridique particulière de mise en œuvre des obligations  
15 contractées en vertu d'autres accords spécialisés. Comme l'ont souligné un certain  
16 nombre d'États Parties, la Convention ne crée pas d'obligations ou d'engagements  
17 plus stricts que ceux convenus ou énoncés dans ces autres accords. Il convient  
18 également de garder à l'esprit l'article 193 qui se situe entre ces deux dispositions  
19 générales.

20  
21 Monsieur le Président, la section 1 de la partie XII de la Convention offre un degré  
22 de précision limitée en ce qui concerne les obligations des États Parties en matière  
23 de lutte contre le changement climatique et son incidence sur le milieu marin.  
24 Cependant, les sections 2 à 6 de la partie XII contiennent des obligations plus  
25 spécifiques qui peuvent être appliquées à la protection et à la préservation du milieu  
26 marin contre les effets nuisibles qui résultent ou sont susceptibles de résulter du  
27 changement climatique. Permettez-moi maintenant d'aborder certaines de ces  
28 obligations particulières.

29  
30 Les sections 5 et 6 de la partie XII sont particulièrement importantes, car elles  
31 imposent aux États Parties les obligations particulières d'adopter et d'appliquer des  
32 lois et réglementations visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu  
33 marin. Ces lois et réglementations doivent être adoptés entre autres en tenant  
34 compte « des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures  
35 recommandées, internationalement convenues ». Il ne fait aucun doute que le  
36 régime des Nations Unies sur le changement climatique, y compris l'Accord de  
37 Paris, constitue les règles et les normes les plus importantes s'agissant des effets du  
38 changement climatique sur le milieu marin.

39  
40 Dans notre exposé écrit, nous avons fourni des exemples de prescriptions que  
41 pourraient énoncer de telles lois et réglementations nationales. Nous avons relevé  
42 que les dispositions pertinentes des sections 5 et 6 peuvent donner lieu à une  
43 obligation particulière de la part des États Parties de gérer, mettre en œuvre et  
44 suivre l'ensemble de leurs activités destinées à protéger et préserver le milieu marin  
45 eu égard au changement climatique dans le cadre d'une stratégie ou d'un plan  
46 global de lutte contre le changement climatique.

47  
48 La République de Corée a adopté le premier plan de base pour la neutralité carbone  
49 et la croissance verte en avril de cette année. Ce plan de base comprend des  
50 feuilles de route de réduction par année et par secteur, conformément à notre

1 stratégie nationale d'octobre 2022 pour la neutralité carbone et la croissance verte,  
2 qui est basée sur notre « loi fondamentale sur la neutralité carbone ». Ce plan et  
3 cette stratégie prévoient tous deux des mesures de protection et de préservation du  
4 milieu marin en ce qui concerne l'atténuation ainsi que l'adaptation.

5  
6 D'autres obligations particulières de la Convention qui méritent d'être soulignées  
7 dans le présent contexte se trouvent dans les sections 2 à 4 de la partie XII. À cet  
8 égard, nous insistons particulièrement sur les obligations de coopération prévues à  
9 la section 2, et d'assistance technique prévues à la section 3.

10  
11 La section 2 énonce l'obligation de coopérer au plan mondial ou régional à la  
12 formulation et à l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et  
13 procédures recommandées de caractère international compatibles avec la  
14 Convention. Il est vrai qu'il n'existe pas d'instrument juridique international spécifique  
15 traitant directement de la relation entre le changement climatique et le milieu marin.  
16 Il convient de noter que l'accord récemment adopté sur la conservation et l'utilisation  
17 durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la  
18 juridiction nationale, le traité BBNJ, contient des références expresses au  
19 changement climatique, bien que l'objectif général de l'accord ne soit pas de  
20 réglementer les effets du changement climatique sur l'environnement marin.

21  
22 L'obligation prévue à l'article 197 de la Convention impose aux États Parties à la  
23 Convention de continuer à coopérer dans le contexte actuel pour étudier la nécessité  
24 de formuler et d'élaborer des règles, des normes et des pratiques et procédures  
25 recommandées supplémentaires. Cela souligne l'importance des négociations entre  
26 les États pour combler les lacunes normatives dans la protection du milieu marin  
27 contre les effets nuisibles qu'a ou peut avoir le changement climatique.

28  
29 L'obligation de coopération est bien entendu ancrée dans la partie XII de manière  
30 plus générale, comme le Tribunal l'a confirmé à plusieurs reprises. Cette obligation  
31 requiert des États Parties qu'ils engagent les consultations nécessaires à la  
32 protection et à la préservation du milieu marin. La République de Corée convient  
33 avec le Tribunal que « l'obligation de coopérer constitue, en vertu de la partie XII de  
34 la Convention et du droit international général, un principe fondamental en matière  
35 de prévention de la pollution du milieu marin »<sup>76</sup>. Nous pensons qu'elle est  
36 applicable à la présente affaire.

37  
38 Monsieur le Président, la République de Corée convient, avec la Commission et  
39 d'autres États parties, que la section 3 de la partie XII, concernant l'assistance  
40 scientifique et technique aux États en développement, s'applique également à la  
41 question du changement climatique. Conformément à l'article 202, les États sont  
42 tenus de promouvoir des programmes d'assistance aux États en développement  
43 dans les domaines de la science, de l'éducation, de la technique et dans d'autres  
44 domaines en vue de protéger et préserver le milieu marin et de prévenir, réduire et  
45 maîtriser la pollution marine.

---

<sup>76</sup> *MOX Plant (Ireland v. United Kingdom)*, Provisional Measures, Order of 3 December 2001, ITLOS Reports 2001, p. 110, para. 82; *Land Reclamation in and around the Straits of Johor (Malaysia v. Singapore)*, Provisional Measures, Order of 8 October 2003, ITLOS Reports 2003, p. 25, para. 92; *Request for Advisory Opinion submitted by the Sub-Regional Fisheries Commission*, supra note 1, at p. 43, para. 140.



1 Cette disposition concerne les programmes de renforcement des capacités destinés  
2 aux États en développement, notamment les petits États insulaires particulièrement  
3 touchés par l'élévation du niveau de la mer et d'autres graves effets du changement  
4 climatique. Le fait de permettre aux États en développement, y compris les petits  
5 États insulaires, de disposer des infrastructures nécessaires et de prendre des  
6 mesures d'adaptation et d'atténuation plus efficaces constitue, à notre avis, l'un des  
7 aspects les plus importants de la lutte contre le changement climatique au titre de la  
8 Convention.

9  
10 Conformément à cette disposition et à d'autres engagements bilatéraux et  
11 multilatéraux, la République de Corée participe à divers programmes d'assistance  
12 scientifique et technique. Je mentionne à titre d'exemple la création d'un bureau de  
13 liaison du Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC), qui mène des  
14 activités de renforcement des capacités avec les pays en développement. Nous  
15 pouvons mentionner notre contribution au programme « Rising Nations Initiative » de  
16 l'ONU, en faveur des pays-atolls du Pacifique et notre engagement récent à verser  
17 une contribution supplémentaire de 300 millions de dollars au Fonds vert pour le  
18 climat, afin d'aider les pays en développement dans leurs initiatives de réduction et  
19 d'adaptation.

20  
21 Monsieur le Président, je souhaite conclure mon intervention par quelques mots sur  
22 les implications de cette procédure consultative et la contribution que peut apporter  
23 le Tribunal.

24  
25 Il ne fait aucun doute que le changement climatique est l'un des défis les plus  
26 importants auxquels l'humanité ait jamais été confrontée. Il soulève une multitude de  
27 questions de droit international, qui revêtent une grande importance pour tous les  
28 États, et en particulier pour les petits États insulaires. C'est la raison pour laquelle la  
29 République de Corée soutient la Déclaration de 2021 du Forum des Îles du Pacifique  
30 sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée  
31 au changement climatique.

32  
33 Dans le même ordre d'idée, nous estimons que la demande d'avis consultatif dont  
34 vous êtes saisis par la Commission offre au Tribunal de céans et aux États Parties à  
35 la Convention une occasion importante d'ouvrir un débat sur la question essentielle  
36 de l'application de la Convention au changement climatique. Nous avons déjà  
37 indiqué que l'obligation de coopération consacrée par la convention prévoit que les  
38 États Parties continuent à négocier afin de relever les défis et de combler les  
39 lacunes normatives au fur et à mesure que la situation évolue avec le temps.

40  
41 Pour ce faire, les États, et plus généralement la communauté internationale, doivent  
42 être informés de la portée et des limites de la *lex lata*. À cet égard, le Tribunal  
43 pourrait rendre un grand service en énonçant dans la présente affaire l'état actuel du  
44 droit au regard de la Convention en ce qui concerne la protection et la préservation  
45 du milieu marin contre le changement climatique. Cela permettra non seulement de  
46 préciser aux États Parties quelles sont leurs obligations respectives dans ce  
47 contexte, mais aussi d'indiquer où devrait se concentrer l'action internationale visant  
48 à légiférer et adopter de nouvelles conventions.

49

1 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Membres du Tribunal, ceci  
2 conclut mes observations, et je vous remercie beaucoup pour votre attention.

3

4 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Merci, Monsieur Hwang. Je vois qu'il  
5 est 16 h 15. Le Tribunal va se retirer pour une pause de 30 minutes. Nous  
6 reprendrons l'audience à 16 h 45.

7

8

(Pause)

9

10 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de  
11 la République populaire de Chine, M. Ma. Vous avez la parole, Monsieur.

12

13 **M. MA** (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs  
14 les membres du Tribunal, c'est pour moi un grand honneur ainsi qu'un privilège de  
15 prendre la parole devant vous au nom de la Chine. La Chine attache la plus haute  
16 importance au rôle du Tribunal en matière d'interprétation et d'application de la  
17 Convention sur le droit de la mer, et reconnaît la contribution importante du Tribunal  
18 de céans au règlement pacifique des différends maritimes. La Chine est un ardent  
19 défenseur de la primauté du droit international, et apporte son soutien au Tribunal  
20 dans l'exercice de ses fonctions conformément à la Convention sur le droit de la  
21 mer.

22

23 Les changements climatiques sont une préoccupation commune pour l'humanité tout  
24 entière. La lutte contre les changements climatiques et ses effets nuisibles met en  
25 jeu la survie de l'humanité et le développement durable. Elle concerne l'accès  
26 équitable de tous les pays au système climatique, et a des conséquences  
27 considérables pour la gouvernance mondiale et la pratique du multilatéralisme. Nous  
28 vivons dans un village mondial. En tant que membre du groupe des pays en  
29 développement, la Chine est sensible aux difficultés concrètes que rencontrent bon  
30 nombre de pays en développement, y compris les petits États insulaires dans leur  
31 lutte pour faire face au changement climatique.

32

33 La Chine a présenté son exposé écrit au Tribunal le 15 juin 2023, développant ses  
34 arguments sur la question de la compétence. Mon exposé oral sera divisé en deux  
35 parties. Premièrement, j'évoquerai la question de la compétence, et ensuite,  
36 j'évoquerai plusieurs questions juridiques qui se rapportent à la demande d'avis  
37 consultatif.

38

39 Monsieur le Président, je veux maintenant évoquer la question de la compétence. Je  
40 commencerais par réitérer la position de la Chine selon laquelle le Tribunal en  
41 formation plénière ne dispose pas de la compétence en matière consultative. La  
42 compétence du Tribunal dérive du consentement des États reflété dans l'autorisation  
43 donnée par les documents qui constituent le Tribunal. De fait, la Convention et ses  
44 annexes, y compris le Statut du TIDM, ne confèrent pas de compétence consultative  
45 au Tribunal en formation plénière. Il y a à cela quatre raisons principales.

46

47 Premièrement, ni l'article 288 de la Convention sur le droit de la mer ni l'article 21 du  
48 Statut ne peuvent servir à fonder en droit la compétence consultative du Tribunal en  
49 formation plénière.

50

1 Deuxièmement, les articles 159 et 191 de la Convention, ainsi que l'article 40 du  
2 Statut, se rapportent à la compétence consultative de la Chambre pour le règlement  
3 des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal seulement, qui sont sans rapport  
4 avec la compétence consultative du Tribunal en formation plénière.

5  
6 Troisièmement, l'article 138 du Règlement du Tribunal va au-delà de ce qui est  
7 prévu par la Convention, y compris le Statut.

8  
9 Quatrièmement, le Tribunal ne peut pas établir cette compétence consultative sur la  
10 base de « pouvoirs implicites ».

11  
12 La Chine note que certains États, dans leur exposé écrit, disent que, dans la mesure  
13 où les États Parties à la Convention ont approuvé le Rapport par lequel le Tribunal a  
14 notifié son adoption du Règlement sans objection (le « Règlement ») et n'ont pas  
15 fourni de réponses suffisantes concernant l'exercice de la compétence consultative  
16 par le Tribunal dans l'Affaire No. 21, cela implique que les États Parties ont donné  
17 leur consentement implicite à la compétence consultative du Tribunal en formation  
18 plénière, et ils prétendent que cela a été réaffirmé par l'Accord BBNJ. La Chine  
19 estime que ces arguments sont discutables. J'aimerais maintenant vous faire part de  
20 trois brèves observations.

21  
22 Premièrement, la réunion des États Parties à la Convention n'a ni « approuvé » ni  
23 accepté tacitement le Règlement. Le Rapport de la réunion des États Parties  
24 en 1998 reflète seulement le fait que le Président du Tribunal a informé la réunion de  
25 l'adoption du Règlement par le Tribunal<sup>77</sup>. Le fait que la réunion ne s'est pas  
26 prononcée sur la question ne peut pas être considéré comme constituant une  
27 manifestation implicite du consentement des États Parties au Règlement.

28  
29 Deuxièmement, les États Parties ne se sont jamais parvenus à un accord ultérieur  
30 sur la compétence consultative du Tribunal en formation plénière<sup>78</sup>. Il y a une  
31 pratique qui est claire, précise et répétée sur cette question. L'Affaire No. 21 est la  
32 première affaire dans laquelle le Tribunal en formation plénière a connu d'une  
33 demande d'avis consultatif. Dans cette affaire, neuf États ont soulevé expressément  
34 des objections à la compétence consultative du Tribunal en formation plénière. Suite  
35 à l'avis consultatif rendu par le Tribunal, certains États avaient maintenu leurs  
36 objections. Parmi les exposés écrits qui ont été soumis en l'espèce, certains États  
37 ont marqué leur désaccord avec l'interprétation faite par le Tribunal de l'article 21 du  
38 Statut et se sont opposés à la compétence consultative du Tribunal en formation  
39 plénière et d'autres ont maintenu leurs objections préalables.

40  
41 Troisièmement, l'Accord BBNJ récemment adopté déclare que la Conférence des  
42 Parties peut demander que le Tribunal en formation plénière puisse donner un avis  
43 consultatif sur des questions juridiques particulières. Cet accord est le premier  
44 instrument juridique universel qui prévoit la compétence consultative du Tribunal en

---

<sup>77</sup> SPLOS/31, para. 9-14.

<sup>78</sup> Draft conclusions on subsequent agreements and subsequent practice in relation to the interpretation of treaties, Yearbook of the International Law Commission, 2018, vol. II, Part Two. Conclusion 4(2) : "A subsequent practice as an authentic means of interpretation under article 31, paragraph 3 (b), consists of conduct in the application of a treaty, after its conclusion, which establishes the agreement of the parties regarding the interpretation of the treaty."

1 formation plénière. Les négociations qui ont débouché sur l'accord étaient ouvertes  
2 à tous les États des Nations Unies et tous les États Parties à la Convention sur le  
3 droit de la mer. L'Accord a été adopté par consensus, conformément au principe du  
4 consentement des États. Cela peut être considéré comme étant une évolution de la  
5 compétence du Tribunal. Cependant, j'aimerais souligner que les Parties pertinentes  
6 à l'Accord BBNJ se sont concertées uniquement sur la compétence du Tribunal en  
7 formation plénière pour rendre des avis consultatifs sur des questions juridiques  
8 particulières, suite à une demande qui a été formulée par la Conférence des Parties  
9 à l'Accord BBNJ et sur rien d'autre.

10  
11 La Chine note également que les règles et pratiques des institutions judiciaires  
12 mondiales telles que la CIJ et la Chambre pour le règlement des différends relatifs  
13 aux fonds marins du Tribunal prévoient que la compétence en matière consultative  
14 est autorisée par les instruments constitutifs respectifs de ces organes. Il existe des  
15 procédures claires pour les demandes d'avis consultatifs et les sujets qui sont  
16 éligibles afin de déposer ces demandes se limitent aux organes exécutifs des  
17 organisations internationales concernées et autres organes spécifiques qui sont  
18 dûment autorisés à ce faire<sup>79</sup>.

19  
20 La portée de la compétence *ratione materiae* est limitée à l'étendue des fonctions ou  
21 activités des organes internationaux en question. L'effet juridique de ces avis  
22 consultatifs n'affecte pas les droits ou les obligations d'un État tiers. Les procédures  
23 consultatives ne constituent pas des procédures de règlement des différends. Des  
24 avis consultatifs ne doivent pas « avoir pour effet de tourner le principe selon lequel  
25 un État n'est pas tenu de soumettre un différend au règlement judiciaire s'il n'est pas  
26 consentant »<sup>80</sup>.

27  
28 La Chine tient à souligner que l'établissement de la compétence est une condition  
29 préalable afin de pouvoir juger une affaire au fond. Sans compétence consultative  
30 établie, il est impossible au Tribunal de traiter de questions du fond.

31  
32 Monsieur le Président, maintenant, je vais parler des questions juridiques en rapport  
33 avec la demande d'avis consultatif, en précisant que les déclarations que je vais  
34 formuler sont sans préjudice quant à la position de la Chine sur l'absence de  
35 compétence consultative du Tribunal en formation plénière. Avant d'entrer dans le  
36 détail de ces questions d'ordre juridique, j'aimerais dire quelques mots à propos de

---

<sup>79</sup> Application for Review of Judgment No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal, Advisory Opinion, 1973 ICJ Rep.166, p.175, para.23 : "In the light of the foregoing considerations, the Court concludes that **the Committee** on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments is an organ of the United Nations, **duly constituted under Articles 7 and 22 of the Charter, and duly authorized under Article 96, paragraph 2, of the Charter to request advisory opinions of the Court** for the purpose of Article 1 1 of the Statute of the United Nations Administrative Tribunal. **It follows that the Court is competent under Article 65 of its Statute to entertain a request.**"

<sup>80</sup> Western Sahara, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1975, p. 25, para. 33: "In certain circumstances, therefore, the lack of consent of an interested State may render the giving of an advisory opinion incompatible with the Court's judicial character. An instance of this would be when the circumstances disclose that to give a reply would **have the effect of circumventing the principle that a State is not obliged to allow its disputes to be submitted to judicial settlement without its consent.** If such a situation should arise, the powers of the Court under the discretion given to it by Article 65, paragraph 1, of the Statute, would afford sufficient legal means to ensure respect for the fundamental principle of consent to jurisdiction."

1 la nature légale de la demande actuelle d'avis consultatif.

2

3 La Chine soutient que les questions posées dans la demande tournent autour des  
4 effets nuisibles des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique sur le  
5 milieu marin, ce qui, en soi, est une question juridique qui porte sur la réglementation  
6 de ces émissions. Cette question concerne principalement le droit en matière de  
7 changement climatique et également le droit de la mer. Sur ce plan, le droit en  
8 matière de changement climatique sert de fondement et donc, doit primer pour les  
9 affaires qui traitent du changement climatique et de ces effets nuisibles, alors que la  
10 Convention sur le droit de la mer peut jouer un rôle subsidiaire, à savoir en assurant  
11 la protection et la préservation du milieu marin contre les effets nuisibles des  
12 changements climatiques. J'aimerais formuler quelques observations sur ces deux  
13 questions juridiques tour à tour.

14

15 J'en viens maintenant à la première question juridique. Le droit international en  
16 matière de changement climatique sert de fondement et doit primer dans les affaires  
17 qui traitent du changement climatique et de ces effets nuisibles. De nombreuses  
18 résolutions ont été adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, en vertu  
19 desquelles il est confirmé que la CCNUCC, son protocole de Kyoto et l'Accord de  
20 Paris (le « régime de la CCNUCC ») sont la voie principale à suivre dans la lutte  
21 contre le changement climatique et ses effets nuisibles<sup>81</sup>.

22

23 Le droit international en matière de changement climatique est un droit spécialisé qui  
24 régle les droits et obligations des États dans le contrôle et la maîtrise d'émissions  
25 de GES et dans la lutte contre le changement climatique et ses effets nuisibles. Le  
26 droit international en matière de changement climatique est donc fondé sur la  
27 CCNUCC, son protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Il est donc guidé par les  
28 principes du développement durable, l'équité, les responsabilités communes mais  
29 différenciées, les capacités respectives, la souveraineté des États, et la coopération  
30 internationale. Ce droit porte sur l'atténuation, l'adaptation, l'assistance financière et  
31 technique et le renforcement des capacités par le biais d'actions nationales et  
32 collectives. Il est soutenu par un mécanisme de conformité qui est non  
33 contradictoire, non punitif et qui encourage la facilitation. Ces aspects,  
34 collectivement, constituent un régime juridique exhaustif et unique, qui est  
35 caractérisé par les cinq éléments clés suivants.

36

37 En premier lieu, le développement durable pour toute l'humanité constitue un objectif  
38 fondamental lorsqu'il s'agit d'aborder le changement climatique et ses effets  
39 nuisibles. Le changement climatique est étroitement lié au développement  
40 économique et social de l'État, à l'écologie et à l'environnement, ainsi qu'au bien-  
41 être de la population. Il ne s'agit pas que d'une question d'environnement, mais  
42 également d'une question de développement. Toutefois, au niveau fondamental, il  
43 s'agit d'une question de développement qui doit être résolue par un développement  
44 durable. Le régime de la CCNUCC confirme le principe du développement durable.  
45 Au regard de ce principe, le développement économique et social est fondamental  
46 lorsqu'il s'agit d'aborder le changement climatique<sup>82</sup>.

47

---

<sup>81</sup> See, for instance, UNGA Resolutions A/RES/74/21 and A/RES/76/205.

<sup>82</sup> UNFCCC, Article 3(4),(5).

1 Les Parties devraient activement s'attaquer au changement climatique<sup>83</sup> et  
2 promouvoir le développement durable. Elles devraient promouvoir le développement  
3 social et économique et lutter contre le changement climatique d'une manière  
4 intégrée et cordonnée, en évitant d'entreprendre des actions climatiques qui peuvent  
5 avoir des effets néfastes sur le développement économique et social. En outre, elles  
6 devraient prendre pleinement en considération les besoins prioritaires légitimes des  
7 pays en développement pour la réalisation d'une croissance économique durable et  
8 l'éradication de la pauvreté<sup>84</sup>.

9

10 Pour le dire en termes simples, le principe du développement durable exige des  
11 États qu'ils établissent un équilibre raisonnable entre le développement économique  
12 et social et un système de protection du climat. Les États devraient promouvoir le  
13 développement tout en abordant le changement climatique, et devraient réagir  
14 activement au changement climatique lors de leur développement.

15

16 En deuxième lieu, l'équité constitue une valeur fondamentale qui est poursuivie dans  
17 la gouvernance climatique mondiale. Le système climatique est un système de  
18 ressources mondiales, qui implique l'intérêt commun de toute l'humanité, ainsi que  
19 les intérêts des générations présentes et futures. Le système devrait être protégé et  
20 utilisé de manière équitable et raisonnable. Selon le régime de la CCNUCC, les  
21 Parties devraient protéger le système climatique sur la base de l'équité et dans  
22 l'intérêt des générations présentes et futures de l'humanité. L'actuelle génération  
23 des pays en développement a le droit à un accès équitable au développement  
24 durable. La part des pays en développement dans les émissions mondiales va  
25 augmenter afin de pouvoir répondre à leurs besoins de développement social et  
26 économique, et accorder aux pays en développement un temps plus long pour  
27 réaliser un pic de carbone est conforme au principe de l'équité.

28

29 En troisième lieu, les principes de RCMD et les capacités respectives constituent la  
30 pierre angulaire de la gouvernance climatique mondiale. Ces principes sont des  
31 manifestations du principe d'équité dans la gouvernance climatique mondiale. Le  
32 régime de la CCNUCC établit un système unique de responsabilités et d'obligations.  
33 Ces principes ont été établis en premier lieu par la CCNUCC et confirmés  
34 ultérieurement, aussi bien par le protocole de Kyoto que l'Accord de Paris.

35

36 Les traités internationaux traditionnels, normalement, établissent des obligations qui  
37 s'appliquent également à tous les États. En revanche, le régime de la CCNUCC met  
38 l'accent sur l'équité et établit les RCMD pour les pays développés et en voie de  
39 développement lorsqu'il s'agit d'aborder le changement climatique et ses effets  
40 nuisibles selon leurs différences dans la part respective d'émissions historiques, le  
41 stade de développement, leur situation nationale et leurs capacités.

42

43 Les États devraient contribuer à la protection du système climatique conformément  
44 au principe des RCMD. Toutes les Parties ont l'obligation commune de s'attaquer au  
45 changement climatique. Le CCNUCC établit la règle ou l'objectif général de stabiliser  
46 les concentrations de GES dans l'atmosphère. L'Accord de Paris fixe en outre les  
47 objectifs de température et oblige les Parties à présenter des contributions

---

<sup>83</sup> UNFCCC, Article 3(3),(4).

<sup>84</sup> UNFCCC, Preamble.

1 déterminées au niveau national et de formuler et mettre en œuvre des mesures en  
2 vue de réduire les émissions.

3  
4 En même temps, le régime de la CCNUCC confirme que les pays développés et en  
5 voie de développement ont des obligations différentes ainsi que des responsabilités  
6 différentes lorsqu'il s'agit de traiter le problème du changement climatique et de ses  
7 effets nuisibles. Le changement climatique est essentiellement causé par des  
8 émissions incontrôlées de GES par les pays développés depuis la révolution  
9 industrielle. Ainsi donc, les pays développés devraient assumer leurs responsabilités  
10 historiques lorsqu'il s'agit de traiter le problème du changement climatique, montrer  
11 la voie et faire œuvre de pionniers en prenant des mesures afin d'atteindre les  
12 objectifs de réduction totale des émissions dans toute l'économie. Les pays  
13 développés devraient être obligés d'assister les pays en développement et de les  
14 soutenir sur le plan financier, technologique et du renforcement des capacités, afin  
15 d'accroître leur capacité à traiter le problème du changement climatique<sup>85</sup>.

16  
17 À cet effet, les pays développés devraient commencer par respecter l'engagement  
18 de fournir 100 milliards d'US dollars par an aux pays en développement qu'ils  
19 avaient pris d'ici 2020<sup>86</sup>.

20  
21 Les émissions de GES sont très étroitement liées à la production humaine et la vie.  
22 Le droit au développement des pays en développement et leur droit aux émissions  
23 de GES à des fins de développement devraient être garantis. Les pays en  
24 développement devraient être encouragés également à « continuer d'accroître leurs  
25 efforts d'atténuation et sont encouragés à passer progressivement à des objectifs de  
26 réduction ou de limitation des émissions à l'échelle de l'économie ou eu égard aux  
27 différentes situations nationales »<sup>87</sup>. Entre-temps, un soutien international doit être  
28 fourni aux pays en voie de développement pour mettre en œuvre leurs actions  
29 d'adaptation<sup>88</sup>. Les Parties autres que les pays développés peuvent fournir un  
30 soutien financier sur une base volontaire.

31  
32 En quatrième lieu, la gouvernance climatique mondiale est fondée sur une  
33 combinaison d'actions nationalement déterminées, et de coopération internationale,  
34 dont l'atténuation et l'adaptation sont les mesures principales. Répondre au  
35 changement climatique et à ses effets nuisibles dépend d'une combinaison d'actions  
36 nationales et collectives.

37  
38 D'une part, tous les États devraient préparer des CDN. Le régime de la CCNUCC  
39 reconnaît le principe de souveraineté des États respectant les politiques internes, et  
40 précise que la coopération internationale en vue d'aborder le changement climatique  
41 devrait être mise en œuvre d'une manière qui respecterait la souveraineté des États,  
42 en évitant des charges indues pour les Parties. Les États devraient fixer des cibles

---

<sup>85</sup> As required by the Preamble, Articles 9-11 of the Paris Agreement, the international community should take full account of the specific needs and special circumstances of developing countries, and developed countries shall provide financial and technical support and capacity building to developing countries.

<sup>86</sup> "The Cancun Agreements: Outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention", Doc.FCCC/CP/2010/7/ADD.1, paras.95, 98.

<sup>87</sup> Paris Agreement, Article 4(4).

<sup>88</sup> See, for instance, UNFCCC, Article 4(7); Kyoto Protocol, Article 12(8); Paris Agreement, Article 7(13).

1 progressives pour les CDN selon leurs circonstances nationales et entreprendre des  
2 actions concrètes pour aborder le problème du changement climatique au niveau  
3 national.

4  
5 D'autre part, le principe de coopération internationale devrait être suivi. Le régime de  
6 la CCNUCC reconnaît que le changement climatique est une préoccupation d'ordre  
7 mondial, demandant, sollicitant une coopération aussi large que possible de la part  
8 de tous les pays en renforçant la coopération collective au niveau international<sup>89</sup>.

9 Les États devraient coopérer dans l'atténuation, l'adaptation, la recherche  
10 scientifique et technologique, les échanges d'informations, l'éducation et la  
11 formation<sup>90</sup>.

12  
13 Les mesures principales pour traiter le problème du changement climatique et de  
14 ses effets nuisibles dans le cadre de la gouvernance climatique internationale sont  
15 l'atténuation et l'adaptation. Les États concernés devraient non seulement prendre  
16 des mesures en vue de limiter, de réduire les émissions de GES, mais devraient  
17 également renforcer leurs capacités d'adaptation et d'atténuation des effets nuisibles  
18 du changement climatique. La coopération internationale est requise, et un soutien  
19 financier, technologique et de renforcement des capacités en faveur des États en  
20 développement est nécessaire.

21  
22 En cinquième lieu, des mesures d'assistance sont employées comme un moyen  
23 unique de secours pour les pertes et dommages associés aux effets du changement  
24 climatique. Selon le droit international existant, l'émission de GES d'origine  
25 anthropique ne constitue pas un acte internationalement illicite, et il est difficile  
26 d'attribuer les effets nuisibles d'émissions de GES à des États précis.

27  
28 Le système de responsabilité de l'État au regard du droit international ne peut être  
29 invoqué pour aborder la question des pertes et dommages ainsi causés. Il est  
30 également difficile d'établir un quelconque lien de causalité entre les pertes et  
31 dommages causés par le changement climatique et toute émission par un État  
32 spécifique. Ainsi, les États n'ont pas de recours à la responsabilité internationale  
33 pour des conséquences préjudiciables émanant d'actes qui ne sont pas prohibés par  
34 le droit international.

35  
36 L'article 8 de l'Accord de Paris expose la question des pertes et dommages  
37 concernant les effets nuisibles du changement climatique, et ce pour la première  
38 fois. Un système très élaboré a été progressivement établi, qui combine le  
39 Mécanisme international de Varsovie pour les pertes et préjudices (le WIM), en tant  
40 que mécanisme de coordination et le réseau de Santiago en tant que mécanisme  
41 d'assistance technique, et un fonds pour pertes et dommages et des arrangements  
42 de financement comme mécanisme de soutien. La Résolution 1 de la Conférence  
43 onusienne sur le changement climatique à Paris en 2015 « convient que l'article 8 de  
44 l'Accord de Paris n'implique ni ne fournit une base pour une quelconque  
45 responsabilité ou réparation »<sup>91</sup>. Le mécanisme que je viens de mentionner constitue  
46 une forme unique de recours, qui n'est pas fondée sur la responsabilité des États

---

<sup>89</sup> UNFCCC, Preamble Para.6.

<sup>90</sup> UNFCCC, Art.4.1.

<sup>91</sup> Resolution 1 paragraph 52: "agrees that article 8 of the Agreement does not involve or provide a basis for any liability or compensation"



1   découlant de pertes et dommages et n'implique aucune réparation.

2

3   En guise de conclusion, les principes, les règles et l'esprit du climat du droit  
4   international sur le changement climatique devraient être pleinement respectés par  
5   toutes les Parties.

6

7   Monsieur le Président, j'en viens maintenant à la deuxième question juridique ayant  
8   trait au rôle subsidiaire de la Convention en matière de protection et conservation de  
9   l'environnement marin contre les effets nocifs du changement climatique.

10

11   La Convention ne définit pas explicitement les obligations particulières des États en  
12   matière de changement climatique. Cependant, il existe un consensus international  
13   croissant sur le fait que le changement climatique pourrait avoir des effets nuisibles  
14   sur le milieu marin. En conséquence, la Convention pourrait jouer un rôle subsidiaire  
15   dans la protection du milieu marin contre les effets nuisibles du changement  
16   climatique. À cet égard, je ferai quelques brèves remarques sur quatre points.

17

18   Je commencerai par le premier point concernant la relation entre le régime de la  
19   CCNUCC et la Convention sur le droit de la mer. Les océans font partie de  
20   « l'hydrosphère » du système climatique et servent de puits et de réservoirs de gaz à  
21   effet de serre. Le régime de la CCNUCC souligne la relation entre le changement  
22   climatique et les océans, et ses Conférence des Parties ont inscrit des questions  
23   relatives au climat et aux océans à l'ordre du jour de leurs travaux officiels.

24

25   L'interprétation et l'application de la Convention doivent être en harmonie avec le  
26   régime de la CCNUCC. La Commission du droit international a pris note du rapport  
27   du groupe d'étude sur la fragmentation du droit international concernant le « principe  
28   de l'harmonisation ». Les conclusions du rapport indiquent que l'« [o]n s'accorde  
29   généralement à considérer que, lorsque plusieurs normes ont trait à une question  
30   unique, il convient, dans la mesure du possible, de les interpréter de manière à faire  
31   apparaître un ensemble unique d'obligations compatibles »<sup>92</sup>.

32

33   Comme indiqué ci-dessus, le droit international du changement climatique est  
34   fondamental et prime dans la lutte contre le changement climatique et ses effets  
35   nuisibles, tandis que la Convention a un rôle subsidiaire à jouer dans la protection et  
36   la préservation du milieu marin contre les effets nuisibles du changement climatique.  
37   Par conséquent, en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique et ses  
38   effets nuisibles sur le milieu marin, la Convention peut s'appliquer dans la mesure où  
39   ses dispositions sont compatibles avec celles du régime de la CCNUCC, et ne doit  
40   pas imposer aux États Parties à la Convention des obligations relatives à la  
41   réduction des émissions anthropiques de gaz à effet de serre qui soient  
42   incompatibles avec le régime de la CCNUCC. L'interprétation et l'application de la  
43   Convention doivent respecter pleinement le régime de la CCNUCC et ne pas porter  
44   atteinte aux droits et obligations des Parties dans le cadre dudit régime.

45

---

<sup>92</sup> A/CN.4/SER.A/2006/Add.I (Part 2), p.178, para.251(4).

1 Mon second point porte sur la qualification des émissions anthropiques de gaz à  
2 effet de serre. Sur la question de savoir si les émissions anthropiques de gaz à effet  
3 de serre constituent une « pollution du milieu marin » au sens de la Convention, les  
4 avis divergent. La Chine est d'avis que la qualification des émissions anthropiques  
5 de gaz à effet de serre comme « pollution du milieu marin » est dénuée de  
6 fondement, tant en fait qu'en droit et qu'elle n'est pas étayée par la pratique  
7 internationale universelle. Les principales raisons en sont les suivantes.

8  
9 Tout d'abord, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre ne sont pas  
10 explicitement mentionnées dans la Convention, qui ne prévoit ni autorisation ni  
11 intention de les traiter comme s'il s'agissait de pollutions. Le texte intégral de la  
12 Convention, qui comprend 320 dispositions et neuf annexes, ne contient pas de  
13 termes comme « changement climatique », « acidification des océans » ou « gaz à  
14 effet de serre ».

15  
16 La Convention fut adoptée en 1982, après presque 10 ans de négociations. À  
17 l'époque, le changement climatique n'était pas encore une préoccupation majeure  
18 de la communauté internationale, et le lien entre les océans et le changement  
19 climatique n'a pas été abordé lors des négociations. En fait, le changement  
20 climatique et ses effets n'ont fait l'objet d'une évaluation spécifique qu'en 1988, lors  
21 de la création du GIEC.

22  
23 De même, la relation entre le changement climatique et les océans n'a été établie  
24 pour la première fois qu'en 1992, lors de l'adoption de la CCNUCC. De toute  
25 évidence, les rédacteurs de la CNUDM n'avaient pas l'intention d'aborder la question  
26 du changement climatique dans le cadre de la Convention. Quand bien même on  
27 emploierait une méthode d'interprétation évolutive, celle-ci ne saurait aller au-delà  
28 de l'intention initiale des États Parties.

29  
30 Deuxièmement, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre sont différentes  
31 de la pollution de la nature et ne peuvent pas être simplement qualifiées d'activités  
32 nuisibles. Les résultats scientifiques montrent que certains des principaux types de  
33 gaz à effet de serre, comme le dioxyde de carbone, sont intrinsèquement inoffensifs  
34 et sont même indispensables à la vie et à l'écosystème sur la Terre. C'est  
35 l'accumulation historique d'émissions anthropiques excessives de gaz à effet de  
36 serre depuis la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle qui a exacerbé l'effet de serre,  
37 entraînant un changement climatique et de potentiels effets négatifs indirects sur le  
38 milieu marin.

39  
40 L'affirmation selon laquelle « le changement climatique résultant des émissions  
41 anthropiques de gaz à effet de serre a des effets nuisibles sur le milieu marin » fait  
42 abstraction du caractère indispensable des gaz à effet de serre et de leurs émissions  
43 anthropiques pour la survie et le développement de l'humanité.

44  
45 Troisièmement, le fait de qualifier les émissions anthropiques de gaz à effet de serre  
46 de « pollution du milieu marin » n'est pas conforme au régime de la CCNUCC. Ce  
47 régime n'a jamais traité les émissions de gaz à effet de serre comme une forme de  
48 pollution. Selon l'article 4 1) d) de la CCNUCC, les océans, environnement côtier et  
49 marin, sont des « puits et réservoirs de (...) gaz à effet de serre », et les États sont  
50 tenus de les préserver et de les renforcer. Par conséquent, le fait de qualifier les

1 émissions de gaz à effet de serre de « pollution du milieu marin » est manifestement  
2 incompatible avec les fonctions des océans telles qu'elles sont définies dans cet  
3 article.

4  
5 Enfin, le fait de considérer que les émissions de gaz à effet de serre constituent une  
6 source de pollution ne correspond à aucune pratique internationale universelle. En  
7 juillet 2011, l'OMI a adopté à la majorité l'Annexe VI révisée de la Convention  
8 MARPOL, qui régleme la réduction des gaz à effet de serre émanant des navires.  
9 Cependant, cette Annexe VI révisée ne qualifie pas les gaz à effet de serre de  
10 pollution atmosphérique. L'historique des négociations de cette Annexe VI révisée  
11 indique qu'aucun consensus n'a été atteint par les États en ce qui concerne la  
12 qualification des gaz à effet de serre. Un examen approfondi de la pratique des États  
13 révèle également que, à l'heure actuelle, seule une poignée d'États ont réglementé  
14 dans leur droit national les émissions de gaz à effet de serre en les assimilant à une  
15 forme de pollution.

16  
17 La Chine estime que les émissions de gaz à effet de serre sont différentes de la  
18 pollution et que leurs effets nuisibles sur le milieu marin sont *sui generis*. Par  
19 conséquent, ces émissions ne sauraient être simplement qualifiées de « pollution du  
20 milieu marin ». Les dispositions pertinentes de la Convention relatives à la pollution  
21 du milieu marin, notamment l'article 194, ne s'appliquent pas à ces émissions, qui  
22 doivent être traitées par les moyens du développement durable dans le cadre du  
23 droit international du changement climatique.

24  
25 J'en viens maintenant au troisième point : le rôle subsidiaire de la Convention dans  
26 la protection et la préservation du milieu marin contre les effets nuisibles du  
27 changement climatique. Si les émissions de gaz à effet de serre ne doivent pas être  
28 considérées comme une « pollution du milieu marin », d'un point de vue objectif, des  
29 émissions excessives de gaz à effet de serre peuvent avoir des effets nuisibles sur  
30 le milieu marin. Par conséquent, l'article 192, qui prévoit que les États ont l'obligation  
31 de protéger et de préserver le milieu marin, ainsi que d'autres dispositions  
32 pertinentes de la partie XII de la Convention, sont susceptibles de s'appliquer pour  
33 remédier aux effets nuisibles sur le milieu marin.

34  
35 En vertu de l'article 192 de la Convention, les États ont l'obligation générale de  
36 protéger et de préserver le milieu marin, c'est-à-dire l'obligation non seulement de  
37 « protéger » le milieu marin contre des dommages futurs, mais aussi l'obligation de  
38 « préserver » le milieu marin dans son état actuel. Vu sous un autre angle, il existe à  
39 la fois une obligation positive de prendre des mesures et une obligation négative de  
40 s'abstenir de certaines actions. Il s'agit donc d'une obligation de comportement  
41 plutôt que d'une obligation de résultat. En principe, l'article 192 s'applique à la  
42 protection et à la préservation du milieu marin contre les effets nuisibles du  
43 changement climatique.

44  
45 Lorsqu'il s'agit d'interpréter ou d'appliquer l'obligation générale visée à l'article 192, il  
46 est important de tenir compte du contexte fourni par d'autres dispositions pertinentes  
47 de la partie XII de la Convention. En conséquence, il est essentiel de prendre en  
48 compte le régime de la CCNUCC comme appartenant à « toute règle pertinente de  
49 droit international applicable dans les relations entre les parties ». L'article 192 est la  
50 pierre angulaire de la partie XII de la Convention. Et, sur la base de cet article et des

1 dispositions connexes, il ressort que les obligations particulières en matière de  
2 protection du milieu marin contre les effets nuisibles du changement climatique  
3 incluent les quatre éléments suivants que je vais aborder tour à tour.

4  
5 Le premier élément a trait à l'obligation de prendre des mesures d'atténuation et  
6 d'adaptation pour la protection et la préservation du milieu marin. Conformément au  
7 régime de la CCNUCC et à l'article 192 de la Convention, les États doivent, sur la  
8 base du principe des responsabilités communes mais différenciées, prendre toutes  
9 les mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires, notamment pour prévenir,  
10 maîtriser et réduire les effets nuisibles du changement climatique sur le milieu marin.

11  
12 Le second élément concerne l'obligation de coopérer au plan international, afin de  
13 protéger et de préserver le milieu marin des effets nuisibles du changement  
14 climatique. Les États ont de larges obligations de coopération en matière de  
15 protection et de préservation du milieu marin. En vertu de l'article 197 de la  
16 Convention, les États coopèrent au plan mondial ou régional, directement ou par  
17 l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à la formulation de  
18 règles et de normes internationales pour la protection et la préservation du milieu  
19 marin. À la lumière de cette disposition, les États sont tenus de coopérer  
20 principalement dans le cadre du régime de la CCNUCC pour traiter les problèmes du  
21 milieu marin causés par le changement climatique.

22  
23 Le troisième élément est l'obligation de fournir une assistance scientifique et  
24 technique aux États en développement. Aux termes de l'article 202 de la  
25 Convention, les États, agissant directement ou par l'intermédiaire des organisations  
26 internationales compétentes, doivent promouvoir des programmes d'assistance aux  
27 États en développement dans les domaines de la science, de l'éducation, de la  
28 technique et dans d'autres domaines en vue de protéger et de préserver le milieu  
29 marin. Pour faire face aux effets nuisibles des changements climatiques sur le milieu  
30 marin, les États apportent leur soutien financier et technique, et en matière de  
31 renforcement des capacités aux États en développement, à la lumière du présent  
32 article et des dispositions pertinentes du régime de la CCNUCC.

33  
34 Le quatrième est l'obligation d'évaluer les effets potentiels des activités envisagées  
35 qui risquent d'entraîner une pollution importante ou des modifications considérables  
36 et nuisibles du milieu marin, et de rendre compte des résultats de ces évaluations.  
37 L'article 206 de la Convention prévoit cette obligation d'évaluation de l'impact sur  
38 l'environnement dans des circonstances spécifiques et, en même temps, précise  
39 que cette évaluation doit être effectuée « dans la mesure du possible ». La manière  
40 d'évaluer scientifiquement les effets néfastes des activités liées aux émissions  
41 anthropiques de gaz à effet de serre sur le milieu marin et de mettre en œuvre les  
42 obligations correspondantes doit faire l'objet d'une étude plus approfondie.

43  
44 La Chine estime que le régime de la CCNUCC reflète les normes internationalement  
45 convenues en matière de réglementation des émissions de gaz à effet de serre. Les  
46 objectifs, principes et règles du régime de la CCNUCC doivent être respectés, suivis  
47 et promus. Le processus de gouvernance climatique mondiale ne doit pas être  
48 perturbé. Si les États respectent leurs obligations et leurs engagements au titre du  
49 régime de la CCNUCC, ils satisfont également à leurs obligations de protection et de  
50 préservation du milieu marin au titre de la partie XII de la Convention sur le droit de

1 la mer.

2

3 J'en viens maintenant au dernier point, la question de la responsabilité de l'État en  
4 matière de changement climatique. Plusieurs pays ont fait référence à la  
5 responsabilité de l'État dans leurs déclarations écrites, ce qui est erroné. Comme  
6 indiqué précédemment, la Chine souhaite rappeler que, conformément au droit  
7 international en vigueur, le régime de la responsabilité de l'État pour fait  
8 internationalement illicite, ainsi que la responsabilité internationale pour les  
9 conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le  
10 droit international, ne peuvent être invoqués pour traiter la question des émissions  
11 de gaz à effet de serre. Par conséquent, le système de responsabilité prévu par la  
12 Convention ne peut être appliqué à ces questions. Il devrait exister un consensus  
13 sur le fait que le régime de la CCNUCC est fondamental et prépondérant dans la  
14 lutte contre le changement climatique et ses effets nuisibles, et qu'il devrait être suivi  
15 à cet égard<sup>93</sup>.

16

17 Monsieur le Président, la Chine relève que certains États ont mentionné les  
18 prétendues sentences arbitrales *Mer de Chine méridionale* dans leurs exposés écrits  
19 et oraux. La position de la Chine sur cette question est claire et cohérente. Le  
20 tribunal arbitral, dans l'arbitrage *Mer de Chine méridionale*, a agi *ultra vires*, commis  
21 des erreurs dans l'établissement des faits, et mal interprété et perverti le droit dans  
22 sa décision. Les prétendues « sentences » sont nulles et non avenues et, de ce fait,  
23 ne devraient pas être invoquées comme base juridique.

24

25 Monsieur le Président, la lutte contre le changement climatique et ses effets néfastes  
26 est une entreprise commune à l'ensemble de l'humanité. Il s'agit d'une tâche d'une  
27 grande importance, qui a un long chemin à parcourir. La clé réside dans l'action. Il  
28 faut que toutes les Parties tiennent leurs promesses. Guidée comme elle l'est par la  
29 pensée de Xi Jinping sur la civilisation écologique, la Chine est prête à travailler  
30 avec la communauté internationale pour lutter contre le changement climatique,  
31 protéger le milieu marin et collaborer à la recherche d'une coexistence harmonieuse  
32 entre l'humanité et la nature.

33

34 Monsieur le Président, avant de conclure mon exposé, je voudrais souligner que la  
35 Chine prie respectueusement le Tribunal de remplir fidèlement ses devoirs  
36 conformément à la Convention, de défendre la primauté du régime de la CCNUCC  
37 dans le traitement des questions liées au changement climatique, d'interpréter et  
38 d'appliquer la Convention et le régime de la CCNUCC de bonne foi, d'éviter la  
39 fragmentation du droit international dans les domaines concernés et de préserver le  
40 développement sain des océans du monde et la gouvernance du climat.

41

42 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Tribunal, ceci  
43 conclut l'exposé de la Chine. Je vous remercie pour votre aimable attention. Merci  
44 pour le soutien offert par le Greffe et l'ensemble de son personnel. Je vous remercie  
45 tous.

46

---

<sup>93</sup> ILC, Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, article 55 : "These articles do not apply where and to the extent that the conditions for the existence of an internationally wrongful act or the content or implementation of the international responsibility of a State are governed by the special rules of international law."

1 **LE PRÉSIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Merci, Monsieur Ma. Ceci nous amène  
2 à la fin de l'audience de cet après-midi. Le Tribunal se réunira à nouveau lundi  
3 18 septembre, à 10 heures, pour entendre les exposés oraux du Mozambique, de la  
4 Norvège et du Belize. Je vous souhaite d'ici là un excellent week-end. L'audience  
5 est à présent levée.

6

7

*(La séance est levée.)*